

# LES CONTRADICTIONS INTERNES DE LA SOCIÉTÉ CHINOISE

Appliquant la ligne fondamentale du parti élaborée par Mao Zedong en 1962 pour toute la période historique du socialisme (1), les IX<sup>e</sup> (1969), X<sup>e</sup> (1973) et XI<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste chinois réaffirment que la principale contradiction intérieure en République populaire de Chine est celle qui oppose le prolétariat à la bourgeoisie, la voie socialiste à la voie capitaliste et que par conséquent, il faut persister à continuer la révolution sous la dictature du prolétariat en axant tout le travail du parti sur la lutte des classes. Ce point de vue essentiel sur la théorie de la lutte des classes est maintenu jusqu'en mai 1978 par le Comité Central du Parti communiste chinois puisqu'au cours de la conférence sur le travail politique dans l'armée, Hua Guofeng réindique que : « Dans la nouvelle période de développement, la principale contradiction intérieure, c'est toujours celle qui oppose le prolétariat à la bourgeoisie, la voie socialiste à la voie capitaliste ».

(PI N°24 (1978) p.8)

**P**OURTANT, à cette même conférence, au nom du matérialisme historique et de la nécessaire lutte contre le « dogmatisme » et contre la « métaphysique », Deng Xiaoping se fait le porte-parole d'une exigence s'affirmant à l'intérieur du Comité Central issu du XI<sup>e</sup> Congrès du PCC : Tout point de vue essentiel, même celui sur la théorie de la lutte des classes dans la période historique du socialisme, doit être toujours analysé en fonction des contradictions historiques nouvelles selon la position, le point de vue et la méthode du marxisme (2). Il faudra attendre la tenue, fin décembre 1978, de la troisième session plénière du CC issu du XI<sup>e</sup> Congrès pour que cette exigence soit reconnue à l'unanimité (3) par l'ensemble des participants : en même temps qu'elle décide de centrer l'activité du parti sur la réalisation des quatre modernisations socialistes pour la période à venir en fonction d'un changement radical intervenu dans la situation des classes sociales dans le pays, cette troisième session du CC déclenche un vaste mouvement de libération idéologique à l'intérieur comme à l'extérieur du parti afin de mener à bien le bilan des trente dernières années de la construction du socialisme en Chine et avec le souci de rechercher la vérité dans les faits et de replacer les faits dans leur contexte historique (4).

Cet effort théorique, entrepris par le CC du PCC il y a plus d'un an, a été évalué il y a quelques mois par Ye Jianying lors d'un discours prononcé au rassemblement marquant le trentième anniversaire

de la fondation de la République Populaire de Chine : « depuis un certain temps, et tout particulièrement depuis la troisième session plénière du CC issu du XI<sup>e</sup> Congrès, le Comité Central du parti a résolu, en cherchant la vérité dans les faits, toute une série de problèmes majeurs au sujet de l'appréciation d'événements historiques et de dirigeants importants de notre parti ; il a procédé à des modifications sur des conceptions théoriques, des appréciations de la situation, des mots d'ordre politiques et des principes et mesures politiques qui ne correspondaient pas à la réalité objective ; il a donné des conclusions et des orientations nouvelles, marxistes, conformes à la réalité objective, quant aux problèmes importants tels que le déplacement du centre d'activité du parti et de l'Etat, l'analyse des classes du pays ainsi que la ligne politique et les tâches à adopter dans l'édification sur le plan économique et culturel ». (PI (1978) N°40 p.28 — souligné par nous).

Ainsi, parmi d'autres, la théorie de la lutte des classes est reconnue clairement comme « problème important ». En effet, au cours de cet ample effort théorique répondant à l'exigence d'une libération idéologique, le Comité Central a été conduit à modifier partiellement l'analyse des classes de la société chinoise formulée par Mao Zedong en 1957 dans « *De la juste solution des contradictions au sein du peuple* », à préciser les changements intervenus dans la situation des classes sociales en Chine depuis cette date et à déterminer les nouvelles caractéristiques d'une lutte de classes qui continue néanmoins toujours à exister... Mais surtout, le Comité Central a dû procéder à une modification majeure en ce qui concerne la ligne du Parti Communiste chinois : il estime que, dans les nouvelles conditions historiques, survenues après la défaite politique de la ligne « révisionniste de gauche » de Lin Biao et des Quatre et à la suite des changements importants intervenus dans les rapports de classes, la contradiction principale intérieure à cette étape de la révolution chinoise n'est plus la contradiction entre le prolétariat et la bourgeoisie car la bourgeoisie n'existe plus en tant que classe organisée... (5)

Nous nous proposons, au cours de cette étude, dans un premier temps de faire un rappel historique de la façon

dont le PCC, sous la direction du camarade Mao Zedong, a élaboré pas à pas la théorie de la lutte des classes en se fondant sur une analyse des classes sociales aux étapes décisives de la révolution chinoise : celle de la révolution démocratique et celle de la révolution socialiste.

Dans un deuxième temps, nous exposerons en quels termes se pose à l'heure actuelle pour le PCC l'analyse des classes sociales tout en nous attachant à apprécier cette nouvelle formulation du problème de la lutte des classes à cette étape de la construction du socialisme en Chine.

# L'analyse des classes et la théorie de la lutte des classes au cours de la révolution chinoise

## A L'ETAPE DE LA REVOLUTION DEMOCRATIQUE (1921-1949)

*«La seule méthode qui permette de connaître une situation, c'est d'enquêter sur la société, sur la réalité vivante des classes sociales. Sans une connaissance véritablement concrète de la situation réelle des différentes classes de la société chinoise, il ne saurait y avoir de direction vraiment bonne».*

(Mao Zedong — O.C — Tome III. Préface et postface aux enquêtes à la campagne (1941) p.7)

Au cours des trois analyses des classes sociales effectuées en 1926 (*Analyse des classes de la société chinoise*), en 1933 (*Comment analyser les classes à la campagne*) et en 1939 (*La révolution chinoise et le Parti communiste chinois*), Mao Zedong met en évidence trois critères qui sont, par ordre d'importance décroissante, les suivants :

— La propriété de la terre et des autres moyens de production ;

— Les attitudes des diverses classes envers les révolutions démocratique, agraire et éventuellement socialiste ;

— Le rôle que joue ce qui relève de la pensée (idéologie féodale, bourgeoise, petite bourgeoise et prolétarienne) dans les rapports de production.

Rappelons, selon ces critères, quelle est la situation objective et subjective des différentes classes sociales selon le PCC sous la direction de Mao Zedong à l'étape de la révolution démocratique :

### 1) La classe des propriétaires fonciers et la grande bourgeoisie compradore, classes dominantes de la société chinoise :

#### a) La classe des propriétaires fonciers :

Elle est la principale base sociale de la domination impérialiste en Chine ; en utilisant le régime féodal pour exploiter et opprimer les paysans, elle fait obstacle au développement politique, économique et culturel de la société chinoise (6)

On appelle propriétaire foncier celui qui possède de la terre mais qui ne travaille pas lui-même, ou bien qui ne se livre qu'à un travail constituant pour lui une source auxiliaire de revenus et qui vit donc de l'exploitation des paysans. Les propriétaires fonciers exploitent les paysans essentiellement en prélevant les fermages. Ils tirent, en outre, des revenus supplémentaires soit de l'usure, soit de l'engagement de salariés agricoles, soit encore d'entreprises industrielles ou commerciales.

Les seigneurs de guerre, les bureaucrates, les despotes locaux et les mauvais hoberaux sont les représentants politiques et les éléments les plus féroces de la classe des propriétaires fonciers (7).

La classe des propriétaires fonciers ne joue aucun rôle progressiste. Elle est la cible de la révolution (8).

### b) La grande bourgeoisie compradore ou bureaucratique :

Elle est une classe directement au service des capitalistes des pays impérialistes et entretenue par eux ; elle a des attaches innombrables avec les forces féodales de la campagne. C'est pourquoi elle est une cible de la révolution (8).

### 2) La bourgeoisie nationale ou la moyenne bourgeoisie :

Elle représente les rapports capitalistes de production. Autrement dit, les capitalistes comptent sur le capital qu'ils ont pour ouvrir une usine ou une entreprise quelconque, s'ils s'approprient le travail des ouvriers et exploitent leur plus-value.

Néanmoins, la bourgeoisie nationale en Chine est une classe à double caractère : d'une part, elle subit l'oppression de l'impérialisme et est entravée par le féodalisme ; aussi se trouve-t-elle en contradiction avec eux. D'autre part, en raison de sa faiblesse économique et politique et du fait qu'elle n'a pas rompu complètement ses liens économiques avec l'impérialisme et le féodalisme, elle n'a pas le courage de les combattre jusqu'au bout.

De ce double caractère de la bourgeoisie nationale, il découle que, à certains moments et dans certaines mesures, elle peut participer à la révolution contre l'impérialisme et les gouvernements des bureaucrates et des seigneurs de guerre et devenir une force révolutionnaire mais que, à d'autres moments on risque de la voir emboîter le pas à la grande bourgeoisie compradore et agir en auxiliaire de la contre-révolution.

Aussi, est-il tout à fait nécessaire d'adopter à son égard une politique bien réfléchie (8).

### 3) La petite bourgeoisie urbaine :

En effet, outre la paysannerie, la petite bourgeoisie comprend la masse des intellectuels (étudiants, enseignants des écoles primaires et



*L'analyse des classes de la société chinoise : étude et enquête (ici auprès des paysans en 1937)*

secondaires, petits fonctionnaires, petits employés), des petits commerçants, des artisans et des membres des professions libérales.

Toutes ces fractions économiquement se suffisent à elles-mêmes, subissent l'oppression de l'impérialisme, du féodalisme et de la grande bourgeoisie et s'acheminent de plus en plus vers la ruine et la déchéance.

Elles constituent donc une des forces motrices de la révolution, une alliée sûre du prolétariat ; elles ne pourront se libérer que sous la dictature du prolétariat.

L'analyse de ces diverses fractions indique :

**a) Les intellectuels et les jeunes étudiants :**

Ils ne forment ni une classe ni une couche sociale distincte. Néanmoins, leur origine familiale, leurs conditions de vie et la position politique qu'ils adoptent permettent

de classer la majorité d'entre eux dans la petite bourgeoisie. La plupart d'entre eux subissent l'oppression de l'impérialisme, de la grande bourgeoisie et du féodalisme et sont menacés de se trouver sans travail ou de devoir interrompre leurs études. De ce fait, ils sont enclins à la révolution.

C'est d'abord parmi les intellectuels et les jeunes étudiants que les idées du marxisme-léninisme ont reçu une grande diffusion et trouvé une large audience. On ne peut réussir à organiser les forces révolutionnaires et à accomplir le travail révolutionnaire sans la participation des intellectuels révolutionnaires. Il arrive pourtant qu'ils sont enclins au subjectivisme et à l'individualisme, que leurs idées sont stériles et qu'ils se montrent hésitants dans l'action révolutionnaire.

Les intellectuels ne viendront à bout de ces défauts qu'en participant longement à la lutte des masses.

**b) Les petits commerçants :**

Ils tiennent boutique généralement avec très peu ou point de commis. Exploités par l'impérialisme, la grande bourgeoisie et les usuriers, ils sont menacés de faillite.

**c) Les artisans :**

Ils représentent une masse nombreuse. Possédant en propre des moyens de production, ils n'embauchent pas d'ouvriers ou bien n'emploient qu'un ou deux apprentis ou aides.

**d) Les membres des professions libérales :**

Cette catégorie comprend des gens appartenant à diverses professions, par exemple les médecins. Ils n'exploitent pas le travail d'autrui ou ne le font que dans une faible mesure. Leur situation rappelle celle des artisans.

Ainsi donc, les diverses fractions de la petite bourgeoisie forment une masse très importante que le Parti

Communiste doit gagner, à lui et protéger parce qu'elles sont en général capables de participer à la révolution ou de lui apporter leur soutien et d'en être de très bonnes alliées.

Leur défaut, c'est que certains de leurs éléments tombent facilement sous l'influence de la bourgeoisie ; aussi le parti doit-il faire, parmi elles, de la propagande et du travail d'organisation révolutionnaires (8).

#### 4) La paysannerie :

Elle est la force principale de l'économie nationale puisqu'elle représente environ 80% de la population du pays. Une différenciation s'opère rapidement en son sein :

##### a) Les paysans riches :

Ils constituent environ 5% de la population rurale ; on leur donne le nom de bourgeoisie rurale. En règle générale, ils possèdent de la terre et la plupart d'entre eux afferment une partie de leurs terres et touchent des fermages. Ils ont des instruments de production plus nombreux et meilleurs que la moyenne et des fonds de roulement plus importants. Ils pratiquent l'usure et exploitent essentiellement et sans merci la main d'œuvre salariée (en engageant des valets de ferme).

Ils ont donc un caractère semi-féodal. Mais en général, ils participent aux travaux des champs et dans ce sens, ils font partie de la paysannerie.

Ils peuvent apporter une certaine contribution à la lutte antiimpérialiste des masses paysannes et rester neutres dans la révolution agraire dirigée contre les propriétaires fonciers. C'est pourquoi, le parti ne doit pas les assimiler à ces derniers ni adopter prématurément à leur égard une politique de liquidation (8).

##### b) Les paysans moyens :

Ils représentent environ 20% de la population rurale. Économiquement, ils se suffisent à eux-mêmes ; en général, ils n'exploitent pas les autres mais sont exploités par l'impérialisme, la classe des propriétaires fonciers et la bourgeoisie : en effet, dans beaucoup de cas, ils sont exploités, ayant à payer un faible montant sous forme de fermage pour la terre qu'ils ont louée ou sous forme d'intérêts, pour les emprunts qu'ils ont dû faire. Mais d'or-

dinaire, ils ne vendent pas leur force de travail.

Ils ne jouissent d'aucun droit politique. Une partie d'entre eux manquent de terre, et certains seulement (les paysans moyens aisés) possèdent un peu de terre en excédent. Les paysans moyens sont non seulement capables de participer à la révolution antiimpérialiste et à la révolution agraire mais aussi d'accepter le socialisme.

C'est pourquoi toute la masse des paysans moyens peut devenir une alliée sûre du prolétariat et constituer une partie importante des forces motrices de la révolution (8).

##### c) Les paysans pauvres :

Ils constituent, avec les salariés agricoles, environ 70% de la population rurale.

Parmi les paysans pauvres, certains possèdent une partie de la terre qu'ils cultivent et n'ont pas assez de matériel agricole ; d'autres n'ont pas de terre du tout et n'ont que du matériel d'ailleurs insuffisant. En règle générale, les paysans pauvres sont contraints de louer la terre qu'ils travaillent et sont soumis à l'exploitation, devant payer des fermages et les intérêts de leurs emprunts, ou vendre une partie de leur force de travail.

Si d'ordinaire, les paysans moyens n'ont pas besoin de vendre leur force de travail, les paysans pauvres, eux, sont contraints de le faire partiellement : c'est là, le critère principal pour distinguer les paysans moyens des paysans pauvres (9).

C'est le semi-prolétariat rural qui, par son effectif, est la force motrice la plus importante de la révolution chinoise. Il est l'allié naturel et le plus sûr du prolétariat, l'armée principale de la révolution chinoise (10).

Par conséquent, les paysans pauvres et les paysans moyens ne peuvent se libérer que sous la direction du prolétariat, et celui-ci, de son côté, ne peut conduire la révolution à la victoire qu'en formant une solide alliance avec eux ; la victoire n'est pas possible autrement.

Aussi, le terme de paysannerie désigne essentiellement les paysans pauvres et les paysans moyens (11), et ce qu'on appelle le problème paysan est essentiellement leur problème (11).

Néanmoins, la force principale du combat pour renverser le féodalisme

à la campagne a toujours été constituée par les paysans pauvres. Sans les paysans pauvres, la révolution démocratique à la campagne ne pourrait pas s'accomplir ; sans eux, il serait impossible de renverser les mauvais hobereaux et les despotes locaux ; et sans eux, il n'y aurait pas de révolution.

Dès lors, se refuser à reconnaître le rôle de direction des paysans pauvres sur l'ensemble de la paysannerie, c'est se refuser à reconnaître la révolution. Les attaquer, c'est attaquer la révolution (12). C'est pourquoi, saisir le rôle de la paysannerie à l'étape de la révolution démocratique apparaît comme essentiel à Mao Zedong, et dans les premières années de l'activité révolutionnaire du PCC, il s'attachera à combattre deux déviations existant dans le parti : les tenants de la première ne s'intéressaient qu'à la coopération avec le Kuomintang et oubliaient la paysannerie (c'était de l'opportunisme de droite) ; les tenants de la seconde n'accordaient leur attention qu'au mouvement ouvrier et oubliaient également la paysannerie (c'était de l'opportunisme de gauche). Il montre que l'allié le plus fidèle, le plus fort numériquement du prolétariat chinois est la paysannerie, et il résout ainsi le problème concernant le principal allié de la révolution chinoise (13).

#### 5) Le semi-prolétariat :

Il est composé des petits artisans, des commis et des marchands ambulants—environ douze millions.

En effet, les petits artisans sont rattachés au semi-prolétariat car, bien qu'ils disposent de quelques moyens de production rudimentaires et qu'ils exercent des professions «libres», ils sont souvent contraints eux aussi de vendre une partie de leur force de travail et se trouvent dans une situation économique qui correspond sensiblement à celle des paysans pauvres.

Les commis sont les travailleurs salariés des entreprises commerciales. Leur situation diffère peu de celle des paysans pauvres et des petits artisans et ils sont très réceptifs à la propagande révolutionnaire.

Les marchands ambulants, qu'ils soient colporteurs ou vendeurs à l'éventaire ont un capital insignifiant et le peu qu'ils gagnent ne suffit pas à les faire vivre. Ils se trouvent

sensiblement dans la même situation que les paysans pauvres et ils sont au même titre intéressés à une révolution qui changerait l'ordre des choses.

#### 6) Le prolétariat :

Ils comprennent deux millions et demi à trois millions d'ouvriers de l'industrie moderne. Ce nombre réduit s'explique par le retard de la Chine sur le plan économique. Les ouvriers d'industrie sont principalement employés dans cinq secteurs : les chemins de fer, les mines, les transports maritimes, l'industrie textile et les chantiers navals. Un grand nombre d'entre eux sont sous le joug du capital étranger.

Il y a par ailleurs, un grand nombre de prolétaires ruraux. Le terme de prolétariat agricole désigne les salariés agricoles embauchés pour l'année ou travaillant au mois ou à la journée. De tous les ouvriers, ce sont ceux qui ont la plus longue journée de travail et le salaire le plus bas, ceux qui sont les plus mal traités et en butte à la plus grande insécurité d'emploi. Le prolétariat rural occupe dans le mouvement paysan une position aussi importante que celle des paysans pauvres.

Outre les traits fondamentaux qui caractérisent le prolétariat en général — sa liaison avec la forme d'économie la plus avancée, son esprit d'organisation et de discipline et le fait qu'il ne possède pas de moyen de production en propre —, le prolétariat se caractérise par d'autres traits marquants :

— premièrement, il est de toutes les classes, celle qui se montre la plus résolue et la plus conséquente dans la lutte révolutionnaire car il subit une triple oppression (celle de l'impérialisme, de la bourgeoisie et des forces féodales). La Chine, pays colonial et semi-colonial n'offre pas de base économique à un social-réformisme tel qu'il en existe en Europe ; c'est pourquoi, le prolétariat est au plus haut point révolutionnaire.

— deuxièmement, dès son apparition sur la scène de la révolution, le prolétariat chinois était sous la direction de son propre parti révolutionnaire, le Parti Communiste, et il est devenu la classe la plus consciente de la société chinoise.

— troisièmement, comme il est formé en majorité de paysans ruinés, il a, avec les masses paysannes, des affinités naturelles qui lui facilitent l'établissement d'une alliance étroite avec elles.

Il est donc devenu la force essentielle de la révolution chinoise. Sans la direction du prolétariat, la révolution chinoise ne peut assurément pas triompher (14).

Telle est, dans ses grandes lignes, l'analyse de classes effectuée par le Parti communiste chinois pour la période de démocratie nouvelle.

### A L'ETAPE DE LA REVOLUTION SOCIALISTE (depuis 1949)

*«La société socialiste s'étend sur une assez longue période historique au cours de laquelle continuent d'exister les classes, les contradictions de classes et la lutte des classes, de même que la lutte entre la voie socialiste et la voie capitaliste, de même que le danger d'une restauration du capitalisme. Il faut comprendre que cette lutte sera longue et complexe, redoubler de vigilance et poursuivre l'éducation socialiste. Il faut saisir et résoudre correctement les problèmes concernant les contradictions de classes et la lutte des classes, distinguer d'une part les contradictions entre l'ennemi et nous, d'autre part les contradictions au sein du peuple, puis leur donner une juste solution. Sinon un pays socialiste comme le nôtre se transformera en son contraire : il changera de nature et verra la restauration du capitalisme. Dès maintenant, nous devons parler de cette question, jour après jour, mois après mois, année après année, afin d'en avoir une compréhension suffisamment claire et de suivre une ligne marxiste-léniniste.»*

(Mao Zedong - 1962)

### La reconstruction économique (1949-1952)

En 1949, au terme de près de trente années de lutte, le Parti

Communiste chinois accède au pouvoir, porté par l'alliance passée sous sa direction entre la classe ouvrière et la paysannerie, pour mettre fin au régime semi-féodal et semi-colonial qui opprime la Chine depuis un siècle. Cette alliance, qui se concrétise dans la politique de «démocratie nouvelle», est dirigée contre la domination impérialiste et celle des propriétaires fonciers ; elle a donc deux objectifs fondamentaux : l'indépendance nationale et la réforme agraire. Le renversement du régime du Kuomintang, devenu l'expression de toutes les forces réactionnaires de Chine, ouvre la voie à ces réalisations.

La lutte qu'anime le Parti Communiste chinois n'est donc pas jusqu'alors dirigée directement contre le capitalisme, mais contre le capitalisme dans sa forme impérialiste, contre la domination du capital étranger, japonais d'abord, américain ensuite, pour ne parler que des principaux.

Or, avec le développement de la petite production marchande consécutif au partage des terres, la bourgeoisie nationale voit s'élargir considérablement sa base potentielle. En effet, les deux principaux obstacles au développement de la bourgeoisie nationale, la domination étrangère sur le pays et celle de la féodalité sur les campagnes, se trouvant levés, le capitalisme peut prendre son essor.

Tel n'est pas cependant l'objectif du Parti Communiste chinois, qui n'a jamais caché avoir pour but l'instauration d'un système socialiste en Chine, seul conforme aux intérêts fondamentaux de la classe ouvrière et de la paysannerie laborieuse. Si le Parti Communiste chinois a pris la tête d'une révolution qui aurait pu n'être qu'une révolution bourgeoise — l'indépendance nationale et l'abolition de la féodalité sont bien les éléments fondamentaux des révolutions bourgeoises —, c'est d'abord qu'une telle révolution était nécessaire, conforme aux intérêts de la paysannerie, c'est à dire à la majorité du peuple chinois ; c'est ensuite que la bourgeoisie avait failli à la diriger ; c'est enfin parce qu'en prenant la tête de cette révolution, le Parti Communiste chinois en changeait le caractère : la direction prolétarienne sur la révolution bourgeoise lui imprimait

un cours nouveau tel qu'au lieu de s'achever en elle-même, elle préparerait la révolution socialiste. Si la voie était ouverte au capitalisme en Chine, elle l'était aussi au socialisme...

Aussi, avec l'achèvement des tâches de la démocratie nouvelle, la contradiction entre bourgeoisie et prolétariat vient-elle au premier plan et, dès lors, la reconstruction économique est une phase de lutte économique entre capitalisme et socialisme, pendant laquelle le pouvoir prolétarien attaque le capitalisme sur son propre terrain : la production.

En effet, la bourgeoisie a pour elle la structure de l'économie rurale telle qu'elle découle de la réforme agraire : la petite production marchande est la base naturelle du développement du capitalisme. Dans les villes, la bourgeoisie nationale contrôle l'essentiel du commerce et de l'industrie légère, dispersée dans une multitude de petites entreprises. Mais la bourgeoisie chinoise est faible politiquement ; en tant que classe historique, elle n'existe que dans la mesure de son adhésion à la politique de démocratie nouvelle, et donc de son alliance avec le prolétariat.

De son côté, le prolétariat chinois, extrêmement faible numériquement, se trouve noyé dans l'océan de la petite production marchande, mais il dispose d'atouts majeurs : d'abord, son organisation politique qui a fait ses preuves sur le plan politique et militaire, le Parti Communiste chinois, un parti qui jouit d'un immense prestige acquis par ses victoires contre l'impérialisme japonais et les armées kuomintangiennes, et qui depuis des années organise et administre de vastes régions libérées, qui surtout, est profondément lié à la paysannerie qu'il a conduite à la victoire ; deuxième atout du prolétariat : l'appareil d'Etat dont il vient de s'emparer, et avec lui, le contrôle de l'essentiel de l'appareil de production industriel chinois qui confisqué par les Japonais, avait échoué au régime du Kuomintang après la défaite de l'impérialisme nippon : 2858 entreprises employant 750 000 ouvriers et produisant 41% de la valeur globale de la production des grandes entreprises (15).

C'est pourquoi, la reconstruction économique est, pour l'essentiel, le fait du prolétariat, c'est à dire du secteur d'Etat car la bourgeoisie, le secteur privé, n'a que peu participé à la reconstruction économique, préférant déployer son activité dans le commerce où, dans le désordre économique, les fortunes se font et se défont à grande vitesse.

Or, l'assainissement du marché par le monopole d'Etat sur le commerce lui rogne les ailes et, de plus en plus, le secteur privé se trouve placé sous la dépendance du secteur d'Etat. Une fois de plus, pour survivre, la bourgeoisie chinoise doit se soumettre au prolétariat. En outre, la création d'un réseau commercial d'Etat, qui établit des liens solides entre le secteur socialiste d'Etat et l'économie paysanne, par l'intermédiaire des coopératives de vente et d'achat, est la base sur laquelle le secteur socialiste prend son essor.

C'est en effet, à travers la politique du secteur d'Etat à l'égard des autres secteurs : soutien à l'économie paysanne, limitation de l'économie capitaliste, que s'affirme le caractère socialiste de ce secteur, le caractère prolétarien du pouvoir. D'ailleurs, on assiste alors à un début de transformation socialiste des rapports de production à l'intérieur de ce secteur : la planification se met en place et une première réforme de la gestion est entreprise.

## Le début de la révolution socialiste (1953-1956)

L'année 1953 est considérée en Chine comme le début de la révolution socialiste proprement dite. En effet, les tâches que s'était assignée la «démocratie nouvelle» accomplies, l'opposition, jusqu'alors reléguée au second plan, entre capitalisme et socialisme, entre bourgeoisie et prolétariat, est devenue principale à l'étape de l'édification socialiste. C'est ce qu'indique clairement Mao Zedong : «Après le renversement de la classe des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie bureaucratique, la contradiction entre la classe ouvrière et la bourgeoisie nationale est devenue la contradiction principale en Chine ; il ne faut donc plus qualifier la

*bourgeoisie de classe intermédiaire*» (O.C.-Tome IV p.80).

Il ne s'agit pas seulement de la contradiction qui oppose le prolétariat à la bourgeoisie nationale dans le cadre de l'opposition secteur privé/secteur d'Etat. Dès cette époque, c'est à la bourgeoisie en tant que tendance (corruption du monde, voie capitaliste de développement économique) que se heurte le prolétariat et son parti : tendance qui se manifeste dans la paysannerie, tendance qui se manifeste dans les rangs-mêmes du prolétariat, au sein du Parti Communiste.

En effet, la production agricole ne peut se développer largement dans le cadre instauré par la réforme agraire : (production individuelle); elle est nécessairement petite. L'élargissement de la production nécessite le regroupement des hommes et des terres — faire ce que l'on vient de défaire.

En effet, la tendance naturelle du développement d'une économie de petite production marchande est le passage au capitalisme, dit-on. Mais cette tendance, pour être «naturelle» n'est pas inélectable ; autrement dit, le développement capitaliste de l'agriculture n'est pas la seule voie de développement. Il en est une autre, socialiste, celle indiquée par Lénine dans ses derniers écrits : la coopérativisation.

Une autre question surgit alors : la grande exploitation agricole communautaire ne peut déployer pleinement son efficacité que si la mécanisation du travail est possible ; or celle-ci nécessite un développement industriel qui est précisément bloqué par l'étroitesse de la production agricole. C'est le cercle vicieux du sous-développement : le développement de l'agriculture nécessite sa mécanisation, mais celle-ci n'est possible que par le développement industriel, qui nécessite lui-même un développement agricole. Mais s'il est vrai que le développement à terme de l'agriculture passe par sa mécanisation, celle-ci n'est pas un préalable absolu. La coopération en elle-même, la simple coordination des tâches entre des hommes utilisant les mêmes outils que lorsqu'ils travaillaient individuellement, dégage une force productive supérieure à la somme des forces qui la composent. En effet, l'élévation de la

production ainsi obtenue laisse un surplus disponible pour l'accumulation et donc la mécanisation ultérieure qui permettra de pousser plus en avant les avantages de la coopération. Celle-ci permet par ailleurs la mise en œuvre d'une accumulation-travail, directement applicable à l'amélioration des conditions de la production agricole : travaux hydrauliques, afforestation et toutes sortes d'aménagements fonciers. Ainsi donc, l'industrialisation de l'agriculture est bien la base matérielle qui fonde l'existence de grandes unités de production socialistes, les coopératives socialistes, mais l'organisation peut, historiquement, précéder la base matérielle qui la fonde, en hâtant ainsi la réalisation.

En trois années, de 1953 à 1956, l'organisation de l'agriculture en coopératives socialistes sera réalisée (groupes d'entraide, coopératives de type inférieur, coopératives de type supérieur).

Le mode de propriété des coopératives est la propriété collective qui résulte de la mise en commun par les paysans de leurs terres et des autres moyens de production : cheptel vif et mort. L'ensemble des coopérateurs est collectivement propriétaire de l'ensemble des moyens de production, dans la forme achevée de la coopérative socialiste, toute différenciation sur la base de l'apport de chacun est abolie même s'il subsiste cependant une parcelle individuelle. Chaque coopérative constitue donc une unité de production.

Est-il juste alors de considérer les coopératives comme des unités de production socialistes ? Cette question renvoie à une opposition entre propriété d'Etat et propriété collective. Cette opposition elle-même renvoie à une conception «formaliste» du socialisme qui le définit par les formes : propriété d'Etat = absence de marché, etc. En ce sens, la voie à suivre par le PCC en ce qui concerne le développement de l'agriculture rompt avec un certain formalisme tel qu'il s'exprimait au sein de la direction du PCUS et renoue avec Lénine qui définissait en 1923 la coopération comme voie socialiste pour l'agriculture (16).

Ce qui permet de qualifier une forme de production n'est pas la forme elle-même, mais son contenu de classe. La vraie question en l'occurrence est : la coopération dans

l'agriculture renforce-t-elle le pouvoir de la classe ouvrière ? En ce qui concerne la révolution socialiste en Chine, la réponse est oui, parce que la coopération agricole renforce et prolonge l'alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie pauvre ; elle est même la base économique de cette alliance dans la nouvelle période révolutionnaire.

Ainsi donc, l'entreprise socialiste d'Etat et la coopérative socialiste agricole sont deux formes de la voie socialiste en Chine qui ne se différencient que de par la diversité des conditions objectives auxquelles elles répondent.

En second lieu, qu'en est-il de la voie de développement industriel suivie par le parti communiste chinois dans les premières années de la révolution socialiste ?

La stratégie industrielle qui va se déployer à partir de 1952 n'est pas, comme la politique agricole, ancrée dans une conception politique globale. Sa politique agricole, le Parti communiste chinois a pu l'expérimenter pendant des années dans les régions libérées. La direction et le développement d'une industrie est, au contraire, pour lui chose nouvelle. Aussi l'adhésion au mode d'industrialisation suivi en URSS n'est-elle que de pis-aller. Mao Zedong en prend conscience dès 1956 car *«tous ces pays (l'Union soviétique et les pays de l'Europe orientale - ajouté par nous) ont mis l'accent unilatéralement sur l'industrie lourde aux dépens de l'agriculture et de l'industrie légère, ce qui a entraîné la pénurie des marchandises sur le marché et l'instabilité monétaire»* (17), et il indiquera clairement en 1962 : *«du fait de notre inexpérience dans le domaine de l'édification économique, nous n'avions d'autre alternative que de copier sur l'Union soviétique. Dans l'industrie lourde en particulier, nous copions pratiquement tout sur l'Union soviétique et faisons très peu appel à notre créativité (...) Naturellement, cela ne devait pas être une stratégie à long terme»* (18).

Pourtant, en dépit des réticences dont Mao Zedong fait ici état, la Chine va développer une stratégie industrielle conforme à celle de l'Union soviétique dans ses aspects fondamentaux : la finalité de l'industrialisation, son mode et son organisation dans la planification cen-

tralisée et la gestion d'entreprise. L'aspect principal, parce qu'il détermine tous les autres, est la finalité accordée à l'industrialisation. En effet, l'industrialisation se voit fixé pour objectif la modernisation de l'économie chinoise elle doit constituer la base matérielle de la société socialiste. C'est donc la théorie du PCUS de l'industrialisation comme édification de la base matérielle du socialisme qui est implicitement reprise. L'argumentation de cette ligne est que le socialisme ne peut se développer que sur la base de l'industrie où les forces productives sont largement socialisées, où le prolétariat est fort numériquement. Alors que le PCC pense sa ligne de développement agricole en termes politiques, concrets, sur la base de l'analyse des contradictions réelles, il adhère quant à l'industrie à une conception qui risque de présenter certains aspects négatifs lorsqu'elle est appliquée à la Chine : en effet, l'industrie se développe sur la base de l'agriculture qui lui fournit les fonds d'accumulation, les matières premières et la main-d'œuvre, mais en même temps l'industrie tend à se développer indépendamment de l'agriculture. Un tel mode de développement industriel n'est-il pas hasardeux pour renforcer l'alliance des ouvriers et des paysans ?

### La théorie de la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat (depuis 1956)

En 1956, la transformation socialiste de la propriété des moyens de production (propriété capitaliste transformée en propriété socialiste du peuple entier et propriété individuelle en propriété collective socialiste) est pratiquement achevée pour l'essentiel en Chine.

Néanmoins, l'application de la voie soviétique pour le développement de l'industrie semble susciter des contradictions, surtout entre la ville et la campagne. Y persister conduirait sans doute à rompre l'alliance privilégiée entre le prolétariat et la paysannerie, fondement de la dictature du prolétariat.

Une question alors se pose avec acuité au parti communiste chinois : les contradictions, les classes et la lutte des classes existent-elles enco-

re en société socialiste ? C'est là un problème nouveau pour la révolution chinoise et un problème aussi qui, au sein du mouvement communiste international, n'a pas reçu de réponse correcte (19).

Quelle était l'idée alors largement répandue au sein du mouvement communiste international ? On n'admettait pas qu'après l'achèvement, pour l'essentiel, de la transformation socialiste de la propriété des moyens de production, il existe toujours une lutte de classes entre le prolétariat et la bourgeoisie, que cette lutte trouverait encore son reflet dans la lutte entre les deux lignes au sein du Parti et que le danger d'une restauration du capitalisme menacerait toujours.

Aussi pour résoudre ce problème nouveau qui touche au destin historique de la dictature du prolétariat et face aux idées erronées qui ont cours à l'intérieur du mouvement communiste international, Mao Zedong va procéder à une re-définition globale de la société socialiste et, appliquant le matérialisme dialectique à cette société, il tente de la comprendre comme un système de contradictions : « *Il faut appliquer la théorie marxiste de l'unité des contraires pour examiner et résoudre les nouveaux problèmes ayant trait aux contradictions de classes et à la lutte de classes dans la société socialiste (...)* » (Discours prononcé à la conférence des secrétaires des comités de parti — 1957. O.C. Tome V, p. 415).

Cette conception dialectique de la société socialiste va permettre de rejeter la conception métaphysique qui entravait la compréhension — et dans une certaine mesure le développement — d'une telle société, conception métaphysique selon laquelle, une fois l'étatisation de l'industrie et du commerce achevée, la coopérativisation agricole entamée et la planification mise en place, la période de « transformation socialiste », la période révolutionnaire serait achevée : autrement dit, la théorie de l'extinction de la lutte des classes dans la société socialiste.

Ce faisant, Mao Zedong indique que la contradiction entre le prolétariat et la bourgeoisie, la contradiction entre la voie socialiste et la voie capitaliste reste la contradiction principale de la société socialiste.

En saisissant cette contradiction et la continuation de la révolution qu'elle implique, il dégage la loi du développement de la société socialiste et jette un fondement solide à la théorie de la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat.

Deux thèses fondamentales se dégagent de cette théorie : celle de la persistance des contradictions de classes dans la société socialiste et donc de la lutte de classes ; celle de la possibilité que cette lutte de classes dans la période de transition aboutisse à une défaite du prolétariat, c'est-à-dire à une restauration du capitalisme sous des formes juridiques nouvelles, celles d'un capitalisme d'Etat.

Examinons donc la formation historique et le contenu de la théorie de la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat au cours de la période de la transition socialiste : le bilan critique de l'expérience historique du socialisme en URSS tel que le dresse le PCC est, sommairement résumé, le suivant : sous la direction de Staline, l'attention a été portée de façon unilatérale sur les problèmes économiques, les problèmes politiques, en particulier ceux posés par les contradictions au sein du peuple, n'ont pas été résolus ; ils ont le plus souvent été purement et simplement niés, négation qui conduisait — et conduit encore — à considérer toute divergence comme une opposition au socialisme et à la traiter comme telle : par la répression. Le développement de ces contradictions, entre la classe ouvrière et la paysannerie, entre dirigeants et dirigés, a abouti avec Khrouchtchev à la restauration d'une véritable bourgeoisie d'un type nouveau : une bourgeoisie d'Etat dont l'instrument pour exercer le pouvoir est le parti, et c'est pourquoi la contradiction entre dirigeants et dirigés est devenue antagonique dans ce pays.

Aussi les contradictions au sein du peuple vont-elles occuper une place privilégiée dans l'analyse de la société chinoise que Mao Zedong présente en 1957 dans *De la juste solution des contradictions au sein du peuple*.

Mao Zedong revient contre Staline et Khrouchtchev à la définition léniniste de la société socialiste comme une société de classes, une

société où les rapports de production donnent encore lieu à des antagonismes entre les hommes. Ces classes ne consistent pas seulement en un simple héritage historique, un legs de l'ancienne société condamné à disparaître avec le temps, elles sont aussi reproduites par le fonctionnement présent de la société socialiste et trouvent leur source dans l'imperfection des rapports de production (20), comme nous le verrons ultérieurement. Aussi doit-on dans la société socialiste comme avant la prise du pouvoir accorder une importance particulière à l'aspect politique des problèmes.

Les tâches politiques de la transition sont radicalement différentes de celles qui précèdent la révolution : il ne s'agit plus de prendre le pouvoir, mais de le garder ; et, de même que la bourgeoisie ne conserve le pouvoir qu'en le développant, de même le prolétariat ne peut conserver le pouvoir qu'en le développant. La révolution socialiste est une lutte du prolétariat contre lui-même — révolution au sein du peuple, résolution des contradictions au sein du peuple — et contre la bourgeoisie. Les deux processus sont en fait identiques, car la bourgeoisie, dans ses tentatives pour reprendre le pouvoir perdu, n'a d'autre voie que de s'appuyer sur les contradictions au sein du peuple de les exacerber, de dresser le peuple contre le peuple. Comment ne pas en arriver là ? En résolvant précisément les contradictions au sein du peuple.

Aussi, la lutte politique est une lutte contre la bourgeoisie parce que c'est la seule classe qui représente un danger politique : c'est la seule qui, dans la situation sociale et économique, peut prendre le pouvoir sous la forme d'un développement économique selon une voie capitaliste. Plus précisément, le terrain de lutte n'est pas le champ des contradictions bourgeoisie-prolétariat, mais le champ des contradictions au sein du peuple. En effet, la contradiction entre la voie socialiste et la voie capitaliste se manifeste par d'innombrables contradictions au sein du peuple puisque la bourgeoisie fait partie du peuple et que la contradiction qui oppose le prolétariat à la bourgeoisie est une contradiction au sein du peuple après la transformation socialiste du

système de production : « Dans notre pays, les contradictions entre la classe ouvrière et la bourgeoisie nationale sont de celles qui se manifestent au sein du peuple. La lutte entre ces deux classes relève en général du domaine de la lutte de classes au sein du peuple car, en Chine, la bourgeoisie nationale revêt un double caractère. Dans la période de la révolution socialiste, elle exploite la classe ouvrière et en tire des profits, mais en même temps, elle soutient la constitution et se montre disposée à accepter la transformation socialiste. Elle se distingue des impérialistes, des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie bureaucratique. Les contradictions qui l'opposent à la classe ouvrière sont des contradictions entre exploités et exploités ; elles sont de nature antagoniste. Cependant, dans les conditions concrètes de notre pays, les contradictions antagonistes peuvent se transformer en contradictions non antagonistes et recevoir une solution pacifique si elles sont traitées de façon judicieuse. Si les contradictions entre la classe ouvrière et la bourgeoisie nationale ne sont pas réglées correctement, c'est-à-dire si nous ne pratiquons pas à l'égard de celle-ci une politique d'union, de critique et d'éducation, ou si la bourgeoisie n'accepte pas une telle politique, elles peuvent devenir des contradictions entre nous et nos ennemis » (De la juste solution des contradictions au sein du peuple. O.C. Tome V. p. 419)

Cela explique pourquoi il semble juste de dire que la lutte se déroule contre la bourgeoisie même si celle-ci n'est plus présente en tant que classe historiquement et politiquement organisée mais avant tout comme tendance à se reformer de nouveau à travers les imperfections des rapports de production selon les caractéristiques d'une bourgeoisie bureaucratique d'Etat, et sous l'influence des idéologies bourgeoise et petite-bourgeoise toujours fortes dans la société socialiste : « Toutefois, un changement complet de la conception du monde exige un temps très long (...) Dans notre pays, l'idéologie bourgeoise et petite-bourgeoise, les idées anti-marxistes subsisteront longtemps encore (...) Sur le plan idéologique, la question

de savoir qui l'emportera, le prolétariat ou la bourgeoisie, n'est pas encore vraiment résolue. Nous avons à soutenir un long combat contre l'idéologie bourgeoise et petite-bourgeoise. Ce serait une erreur de ne pas comprendre cela, de renoncer à la lutte idéologique » (Idem p.439-471).

En outre, le prolétariat a achevé pour l'essentiel la transformation socialiste des moyens de production après s'être emparé de l'appareil de production de la bourgeoisie. Mais le capital renversé, son appareil reste : machine et organisation. Or cet appareil porte sa marque : la hiérarchisation de la division du travail, son morcellement caractérisent les rapports de production inhérents au mode de production capitaliste. C'est pourquoi la prise en main immédiate par le parti communiste de l'appareil de production sous la forme de l'étatisation, aidé par les agents d'exécution de la bourgeoisie, cadres techniques et administratifs, ne peut être qu'une mesure conservatoire, en attendant que les formes nouvelles de division du travail, les nouvelles relations de travail entre les hommes, consolident le pouvoir de la classe ouvrière en lui assurant progressivement une maîtrise directe, immédiate des moyens de production.

**Or, la force et la nouveauté de l'analyse de Mao Zedong, c'est d'avoir reconnu que cette transformation des rapports de production donnait elle-même lieu à une lutte — parce qu'elle mettait en jeu des questions de pouvoir —, à une lutte révolutionnaire de caractère spécifique, car elle se déroule au sein du travailleur collectif, au sein du peuple. C'est la théorie des contradictions au sein du peuple que nous examinerons maintenant.**

Nous nous contenterons ici de résumer les principales thèses contenues dans l'ouvrage de Mao Zedong. L'exposé s'ouvre par un retour sur la notion de peuple. Mao Zedong montre que le contenu de ce concept est une alliance de classes (21) et qu'il est donc susceptible de variations. Celles-ci sont réglées par la période historique et les tâches qui s'y trouvent posées : selon les époques historiques, le peuple et les ennemis du peuple, pôles de la contradiction sociale fondamentale, celle qui — justement —

définit l'époque historique, varient.

Mais les deux pôles de la contradiction sont eux-mêmes des unités contradictoires selon le principe dialectique : « Un se divise en deux ». Si les contradictions entre les ennemis du peuple ont depuis longtemps été identifiées et examinées, l'analyse du système d'alliance qui constitue le peuple en terme de système de contradictions est nouvelle. En effet, cet aspect restait secondaire tant qu'il s'agissait de conquérir le pouvoir. Dans la période socialiste, au contraire, il devient principal. Le développement de l'unité populaire passe par la reconnaissance de ce qui divise effectivement le peuple, des contradictions au sein du peuple. Les quatre classes qui constituent le peuple — classe ouvrière, paysannerie, petite bourgeoisie, bourgeoisie nationale — constituent un système de contradictions dont deux sont plus particulièrement significatives :

- ouvriers/paysans ;
  - ouvriers-paysans/petite bourgeoisie-bourgeoisie nationale.
- Outre les contradictions qui opposent les classes constituées du peuple, il existe d'autres types de contradictions au sein du peuple :
- contradiction Etat (intérêt collectif)/individu ;
  - contradiction centralisme/démocratie ;
  - contradiction dirigeants/dirigés ;
  - contradictions travailleurs de l'Etat au style bureaucratique et masses populaires.

Mao Zedong redéfinit sur cette base la dictature du prolétariat qui est dictature dans son traitement des contradictions entre le peuple et ses ennemis, et démocratie dans son traitement des contradictions au sein du peuple. Mao Zedong précise la réalité de cette démocratie en refusant la contrainte administrative quand il s'agit de résoudre des questions idéologiques, des questions portant sur le vrai et le faux : « comme les contradictions entre nous et nos ennemis et les contradictions au sein du peuple sont de nature différente, elles doivent être résolues par des méthodes différentes. En somme, il s'agit, pour le premier type de contradictions, d'établir une claire distinction entre nous et nos ennemis, et pour le second type, entre le vrai et le faux. » (Idem. p.419)

**S'interrogeant sur le fondement des contradictions dans la**

société socialiste, autrement dit sur la cause de la lutte des classes. Mao Zedong fait intervenir les déterminations de tout mode de production selon le matérialisme historique : «*Dans la société socialiste, les contradictions fondamentales demeurent comme par le passé la contradiction entre les rapports de production et les forces productives, la contradiction entre la superstructure et la base économique.*» (Idem. p.427)

La persistance de ces contradictions tient à des causes affectant l'infrastructure comme la superstructure de la société socialiste.

L'infrastructure est caractérisée par «*l'imperfection*» des rapports de production : «*Les rapports de production socialistes sont déjà créés et ils correspondent au développement des forces productives, mais ils sont encore loin d'être parfaits et cette imperfection est en contradiction avec le développement des forces productives*» (Idem p. 428)

En effet, il existe encore dans les rapports de production des vestiges de l'économie à propriété privée — caractère semi-féodal de certaines coopératives agricoles ou artisanales et de certaines entreprises industrielles et de certaines entreprises mixtes ; questions à résoudre en ce qui concerne la propriété dans les coopératives socialistes ; juste proportion à établir entre l'accumulation et la consommation à l'intérieur de chaque secteur de l'économie socialiste (propriété publique, propriété collective) et dans leurs rapports ; système marchand ; échange par l'intermédiaire de la monnaie ; répartition selon le travail ; existence des «trois grandes différences» (manuel/intellectuel, ville/campagne, ouvriers/paysans) — autrement dit, il existe toujours des facteurs capitalistes et il est impossible de mettre fin totalement à la tradition capitaliste ou d'en effacer les traces (22).

De même, dans la superstructure, «*l'existence de l'idéologie bourgeoise, d'un style bureaucratique dans nos administrations et d'insuffisances dans certains maillons de nos institutions d'Etat est en contradiction avec la base économique socialiste*» (Idem. p.428).

C'est donc l'inachèvement de

## Définitions : concepts du matérialisme historique

### I — Les rapports de production et les forces productives

a) *Les forces productives d'une société expriment le rapport entre l'homme et la nature. Elles comprennent :*

- *les travailleurs qui produisent les biens matériels,*
- *les moyens de travail ayant comme composant principal les instruments de production,*
- *l'objectif de travail.*

b) *Les rapports de production d'une société sont les rapports qui se forment entre les hommes au cours de la production des biens matériels :*

- *le mode du système de la propriété des moyens de production,*
- *la position et le rôle des différents groupes sociaux dans la production et leurs rapports réciproques,*
- *le mode de répartition des produits.*

*C'est l'unité des forces productives et des rapports de production qui forme le mode de production d'une société.*

### II — La superstructure et la base économique ou infrastructure :

a) *La base économique signifie l'ensemble des rapports de production pendant une certaine période historique de développement social,*

b) *La superstructure comprend les aspects politique, législatif, moral, philosophique, artistique et religieux d'une société ainsi que les systèmes politique et législatif qui y correspondent.*

*La forme de toute société est l'unité concrète dialectique et historique de sa base économique et de sa superstructure.*

*Celle-là détermine celle-ci qui est donc son reflet.*

*La superstructure changera tôt ou tard au fur et à mesure du développement et de la transformation de sa base économique.*

*Cependant, la superstructure a un caractère relativement indépendant et exerce une action en retour sur la base économique. Dans des contradictions déterminées, elle joue même un rôle principal et décisif sur le développement et la transformation de la base économique.*

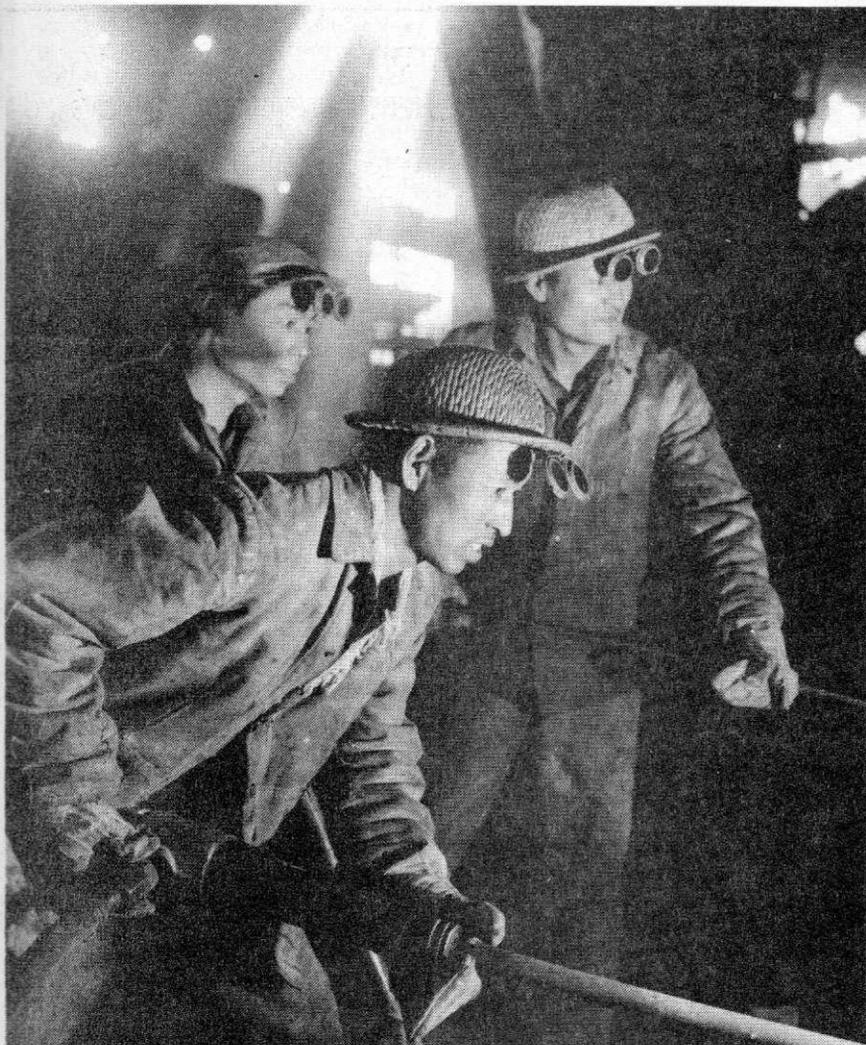
In PI (1978) N°3 - p.5 & 6

la transformation des rapports de production et de la superstructure qui est la cause de la persistance des contradictions de classes, de la lutte des classes dans la société socialiste.

Par conséquent, selon Mao Zedong, les contradictions fondamentales de la société socialiste revêtent toujours un caractère de lutte des classes car la transformation de ce qui dans les rapports de production ne correspond plus au développement des forces productives et la transformation des éléments de la superstructure qui ne peuvent plus protéger et mêmeminent la base économique du socialisme sont déjà à la fois le fondement et l'enjeu de la lutte des classes entre la bourgeoisie et le prolétariat, entre la voie capitaliste et la voie socialiste.

Le danger d'une restauration du capitalisme sous la forme d'un capitalisme d'Etat provient de ce qu'une bourgeoisie bureaucratique d'Etat puisse empêcher cette transformation populaire des rapports de production et de la superstructure, selon des méthodes administratives, répressives, mettant l'accent unilatéralement sur l'intérêt de l'Etat, sur la discipline à l'égard des dirigeants de l'Etat comme cela s'est passé en URSS...

Il est, en effet, à remarquer que, même si Mao Zedong les analyse en tant que contradictions au sein du peuple, les contradictions entre l'Etat et l'individu, entre le centralisme et la démocratie, entre dirigeants et dirigés, entre travailleurs de l'Etat au style bureaucratique et masses populaires sont données comme corrélatives de contradic-



*La participation des cadres au travail manuel (ici à l'aciérie d'Anshan), un principe de base de l'édification socialiste en Chine*

tions de classes : si elles ne sont pas réglées correctement, elles peuvent devenir antagonistes et sortir du champ des contradictions au sein du peuple.

Le traitement de ces contradictions est donc susceptible d'une lecture à deux niveaux : ou bien en termes de rapports de production, ou bien en termes de rapports de classes.

— En termes de rapports de production, cela renvoie à la question de la transformation socialiste du système de propriété des moyens de production, dans le sens d'une appropriation réelle par les travailleurs de cette propriété, visant

à prévenir la restauration du capitalisme.

L'objection la plus souvent présentée à la thèse de la restauration du capitalisme est essentiellement de nature juridique : tant que la propriété reste publique, on ne saurait parler de restauration du capitalisme ! Cette objection ne tient que si, réduisant le rapport d'appropriation à sa dimension juridique, on identifie mécaniquement socialisme et propriété publique, propriété d'Etat. Or la propriété d'Etat existe dans les formations sociales les plus diverses ; elles existait par exemple déjà dans la Chine ancienne depuis le VII<sup>e</sup> siècle, date à laquelle elle était déjà très développée dans l'industrie minière (23). La propriété

d'Etat existait de façon dominante dans l'industrie dans la Chine du Kuomintang tout comme aujourd'hui.

La théorie léniniste de l'Etat comme instrument dans les mains d'une classe fournit une solution théorique à la question : si l'Etat est l'instrument d'une classe déterminée, les moyens de production possédés par l'Etat seront possédés par cette classe et mis en œuvre selon le mode de produire qui lui est propre.

Mais l'analyse de Lénine ne résout que théoriquement le problème. Car si la classe au pouvoir détermine la nature du secteur d'Etat, encore faut-il déterminer quelle classe est effectivement au pouvoir.

En l'occurrence, c'est donc la pratique de l'Etat et du parti communiste dans le domaine économique, c'est-à-dire les rapports de production réels qui se développent sous sa direction politique, qui détermine la nature de classe de la propriété d'Etat. Pour reprendre les termes de Lénine, le monopole capitaliste ne se transforme en socialisme que pour autant qu'il est effectivement «*mis au service du peuple tout entier*».

En effet, l'entreprise capitaliste dont hérite la classe ouvrière et son parti, même si elle est étatisée, se caractérise nécessairement par une conception capitaliste de l'organisation du travail en son sein. C'est pourquoi elle est susceptible de deux modes de reproduction contradictoires : l'un dépossède de façon sans cesse croissante les producteurs, et c'est le mode capitaliste de reproduction des rapports sociaux de toute entreprise capitaliste ; l'autre réalise de façon croissante la domination collective des producteurs sur les moyens de production, sur l'entreprise et on est alors en présence d'une entreprise «capitaliste» en voie de révolutionnarisation, autrement dit une entreprise socialiste où s'exerce le contrôle ouvrier dans divers domaines : plan, production, gestion (24).

Ce qui permet donc de caractériser comme capitaliste ou socialiste une entreprise d'Etat, ce n'est pas seulement sa forme juridique présente, mais aussi la façon dont elle évolue. Le simple constat d'une

division du travail qui présente encore des aspects issus de rapports d'exploitation capitalistes permet seulement de dire que l'on est en face d'une entreprise «en transition» sans pouvoir préjuger du sens dans lequel cette transition s'opère, la lutte entre les deux voies au sein de l'appareil d'Etat, du parti, de l'entreprise portant justement sur l'orientation de cette transition. C'est précisément cette réalité «transitoire» des entreprises d'Etat que Mao Zedong prendra en compte lorsqu'en mars 1960 il définira la «Charte de la société sidérurgique d'Anchan» comme charte fondamentale à suivre par l'ensemble des entreprises d'Etat, avançant par là une ligne marxiste en matière de gestion et indiquant une voie socialiste de développement industriel.

De toute façon, le sens de l'évolution d'une forme de production donnée, qui est le critère décisif pour en déterminer le contenu effectif, ne doit pas être apprécié par rapport à une forme de production isolée mais de façon globale à l'échelle de la société considérée.

La privatisation dont il est question ici n'est donc pas un rapport juridique, à savoir la restauration de la propriété privée, mais un rapport économique, celui qui s'établit lorsque les travailleurs directs, les exécutants du procès de production, sont exclus progressivement de l'administration de la production qui devient l'apanage d'une couche d'administrateurs, de gestionnaires qui en tirent une série d'avantages quant à leurs conditions de travail et de rémunération jusqu'à former une bourgeoisie nouvelle d'une type nouveau, une bourgeoisie bureaucratique d'un Etat et d'un parti dès lors étroitement confondus.

— En termes de rapports de classe, cela renvoie à la question de la transformation des classes sociales : les tâches de la période socialiste consistent dans la transformation des rapports existant entre les classes (paysannerie, petite bourgeoisie, bourgeoisie nationale) sous la direction de la classe ouvrière et de son parti. Le renforcement de la dictature du prolétariat en dépend. Certes, les rapports de classes dans lesquels se trouvent prises la classe ouvrière, la paysannerie, la bourgeoisie nationale et la fraction

artisanale de la petite bourgeoisie ont déjà été profondément transformés par la nationalisation de l'industrie et la coopérativisation de l'agriculture et de l'artisanat, mais cette transformation n'est nullement arrivée à son terme. En effet, la transformation des intellectuels exige une rééducation qui ne fait que commencer afin qu'*«ils se débarrassent progressivement de leur conception bourgeoise du monde et adoptent la conception prolétarienne, communiste du monde»* et qu'*«ils puissent faire corps avec les ouvriers et les paysans.»* (Idem. p.439). Cela passe par une remise en cause de l'une des trois grandes différences héritées de la société de classes, celle entre intellectuel et manuel.

Aussi, pour Mao Zedong, la situation des classes sociales est en 1957 la suivante : *«Certes, en Chine, la transformation socialiste, en tant qu'elle concerne la propriété, est pratiquement achevée ; les vastes et tempétueuses luttes de classes, menées par les masses en période révolutionnaire, sont pour l'essentiel terminées. Néanmoins, il subsiste des vestiges des classes renversées des propriétaires fonciers et des compradores, la bourgeoisie existe encore, et la transformation de la petite bourgeoisie ne fait que commencer. La lutte des classes n'est nullement arrivée à son terme. La lutte de classes entre le prolétariat et la bourgeoisie, entre les diverses forces politiques et entre les idéologies prolétarienne et bourgeoise sera encore longue et sujette à des vicissitudes, et, par moments, elle pourra même devenir très aiguë. Le prolétariat cherche à transformer le monde selon sa propre conception du monde, et la bourgeoisie, selon la sienne. A cet égard, la question de savoir qui l'emportera, du socialisme ou du capitalisme, n'est pas encore véritablement résolue.»* (Idem. p.444)

Mais Mao Zedong n'en restera pas là et il s'attachera à préciser pourquoi la question de savoir qui l'emportera, du socialisme ou du capitalisme, n'est pas encore résolue dans les faits. Et l'analyse, selon la méthode dialectique, l'obligera à estimer que les tâches de la période du socialisme que doit réaliser la classe ouvrière sous la direction de son parti, à savoir la transformation

des rapports de production et de la superstructure — c'est-à-dire, la transformation prolétarienne des classes sociales existantes et de leurs conceptions politico-idéologiques —, enjeu de la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie, entre la voie socialiste et la voie capitaliste, rejailit inévitablement sur le parti communiste lui-même, instrument de cette transformation révolutionnaire...

En effet, la lutte de classes, dans la société, trouve nécessairement son reflet au sein du parti communiste (25).

En formulant, en 1965, dans le document *«Certains problèmes actuels soulevés dans le mouvement d'éducation socialiste à la campagne»* les termes de *«responsables du parti et de l'Etat engagés dans la voie capitaliste»*, Mao Zedong indique clairement que le danger d'une restauration du capitalisme provient essentiellement de tels responsables. C'est là une précision de la théorie de la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat puisque Mao Zedong montre explicitement que le centre de gravité de la lutte menée par le parti communiste contre la bourgeoisie se trouve désormais au sein même du parti et de l'Etat, et que les responsables du parti et de l'Etat engagés dans la voie capitaliste sont devenus les principaux représentants de cette classe (26).

Ainsi, en 1966, *«La décision du comité central du parti communiste chinois sur la grande révolution culturelle prolétarienne»* appelle les masses à se mobiliser pour que, sous la direction du parti, elles mènent la lutte contre ce qu'une circulaire du comité central diffusée le 16 mai 1966 dénonce comme *«les représentants de la bourgeoisie qui se sont infiltrés dans le parti, dans le gouvernement, dans l'armée et dans les différents secteurs du domaine culturel»* (27).

En mettant fin en août 1977, à cette vaste révolution politique, le XI<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste chinois appelle à *«persévérer dans la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat»*, perspective qui est également inscrite dans le préambule de la Constitution adoptée en 1978.

*Réaliser les quatre modernisations (et notamment celle de l'agriculture) : une condition fondamentale de l'édification du socialisme en Chine.*

China



# La situation actuelle des classes sociales et le problème de la lutte des classes

## L'ANALYSE DU P.C.C.

Vingt-trois ans se sont écoulés depuis l'analyse des classes sociales que fit Mao Zedong en 1957. Un changement en profondeur s'est produit dans la situation des classes en Chine. C'est ce qu'annonçait le plus explicitement possible Hua Guofeng fin juin 1979 au nom du comité central du parti (28) : les propriétaires fonciers, les paysans riches et les capitalistes n'existent plus en tant que classes organisées... En effet, parmi eux, la majorité de ceux qui sont encore valides sont devenus des travailleurs vivant de leur propre labeur (29). Déjà, les décisions du comité central du Parti communiste chinois, prises au début de l'année 1979, se fondaient, dans les faits, sur une telle analyse : la première décision exigeait de réappliquer la politique du parti envers la bourgeoisie nationale abandonnée au moment du déclenchement de la Révolution culturelle (politique de rachat, adoption de méthodes démocratiques à son égard) ; la deuxième décision supprimait les étiquettes politiques attribuées aux propriétaires fonciers, aux paysans riches, aux contre-révolutionnaires qui avaient été rééduqués et leur accordait les droits civiques. Ainsi ceux qui vivaient à la campagne devaient être désormais considérés comme des « *membres de la commune populaire* » et ceux qui travaillaient en ville, comme des ouvriers ou autres professionnels (30).

Examinons de plus près l'argumentation suivie par le Parti communiste chinois pour justifier la thèse de la disparition des classes ex-

ploiteuses historiquement organisées et de leurs alliés en Chine :

## La bourgeoisie nationale

Au début de l'année 1979, un discours de Ulanhu, responsable du département du travail de front uni, rappelait la politique du parti à l'égard de la bourgeoisie nationale : après la Libération, la bourgeoisie se distinguait par deux caractères : d'une part, un caractère d'exploitation car elle continuait à tirer des profits des travailleurs qu'elle employait dans les petites entreprises des secteurs du commerce et de l'industrie légère ; d'autre part, un caractère patriotique qui l'intégrait au peuple dans la mesure où elle avait coopéré avec le parti communiste pendant la période de démocratie nouvelle. C'est en tenant compte de ce double caractère que le parti communiste avait dû, dans les premières années de l'édification socialiste, s'efforcer de régler les contradictions entre la classe ouvrière et la bourgeoisie nationale comme des contradictions au sein du peuple. Cela se traduisit de la part du parti par l'adoption de méthodes démocratiques et par une politique de rachat à l'égard de la bourgeoisie nationale afin de l'aider à accepter les transformations socialistes de la propriété, le but visé par une telle politique étant l'élimination de cette classe et la transformation de ses membres en « *hommes nouveaux* », en travailleurs vivant de leur propre labeur. Dans le même discours, il était rappelé que « *du point de vue stratégique de la lutte des classes* », si le prolétariat décide de payer à la bourgeoisie nationale le prix du rachat (dividendes, intérêt fixe et haut salaire), c'est précisément pour l'aider à accepter graduellement cette transformation socialiste de la propriété des moyens

de production et la rééducation idéologico-politique (30).

Dans le commentaire récent du *Jiefang Ribao* de Shanghai, il est même précisé que c'est là une « *forme spéciale* » de la lutte de classe que mène le prolétariat contre la bourgeoisie après la prise du pouvoir d'Etat, c'est-à-dire la rééducation pacifique des capitalistes par la classe ouvrière (31). C'est donc pour renouer avec l'application stricte de cette politique qu'au début de l'année 1979 le comité central du parti a décidé de rendre aux anciens capitalistes leurs dépôts bancaires confisqués depuis le début de la Révolution culturelle — pour la plupart des intérêts fixes — en stipulant que cette somme d'argent ne pouvait être utilisée que pour leur vie quotidienne afin de ne pas servir à exploiter les travailleurs (31).

Et c'est la victoire de cette politique consistant à éliminer par voie de transformation pacifique la classe des capitalistes qui était annoncée six mois plus tard par Hua Guofeng : « *Dans les conditions historiques de notre pays, les anciens capitalistes font partie du peuple de la République populaire ; notre gouvernement a adopté à leur égard une juste politique de rachat et réalisé avec succès la transformation de l'industrie et du commerce capitalistes ; ainsi, les capitalistes ont aussi cessé d'exister en tant que classe.* » (PI (1979) N°27-p.10 - 2<sup>e</sup> session de l'ANP).

## La petite bourgeoisie artisanale et agricole

Le comité central du Parti communiste chinois, fin juin 1979, estimait que : « *le système de la petite production a été transformé.* » (Hua Guofeng - idem)

C'était là mettre l'accent sur la transformation socialiste des moyens de production à la campagne et à la ville grâce à la politique de coopérativisation.

Ici, une première question se pose : s'il est juste d'affirmer que le système de la petite production est transformé — le parti l'avait, dès 1956, indiqué « *transformé pour l'essentiel* » —, peut-il être considéré pour autant achevé définitivement ? La transformation définitive du sys-

tème de la petite production rurale et artisanale ne peut être envisagée que comme le résultat d'un long processus qui, sous la direction du parti du prolétariat, serait parvenu à faire disparaître tout secteur d'économie individuelle et, par conséquent, à liquider la base matérielle d'existence d'une petite bourgeoisie rurale et artisanale. Or est-on arrivé, dans les conditions actuelles de la République populaire de Chine, au terme d'un tel processus de socialisation définitive du système de la petite production ? En d'autres termes, la base matérielle d'existence d'une petite bourgeoisie rurale ou artisanale a-t-elle été totalement liquidée ?

Il semble pour le moins difficile de répondre par l'affirmative à cette double question si nous nous référons à deux décisions prises par le Parti communiste chinois durant les deux dernières années : d'une part, en ce qui concerne les villes, il a été décidé de rétablir l'artisanat individuel en accordant plus de «licences» aux travailleurs individuels (32) ; d'autre part, en ce qui concerne les campagnes, il a été décidé la réouverture des «marchés libres ruraux» (33). De telles mesures rétablissant un secteur d'économie individuelle doivent-elles être considérées comme en rupture et contradictoires avec le processus continu de la socialisation du système de la petite production ? Remettent-elles en cause le processus de renforcement du secteur de l'économie socialiste qui est justement caractérisé par cette transformation de la petite production et dont la forme supérieure reste à l'heure actuelle la propriété collective en Chine — la «commune populaire» en ce qui concerne la paysannerie et la «coopérative de services publics» en ce qui concerne l'artisanat — ? Le Parti communiste chinois répond par la négative : pour lui, ces dispositions, pour être justement appréciées, doivent être rapportées à la situation économique à laquelle le parti doit faire face et qui se caractérise par un certain nombre de déséquilibres profonds dans différents secteurs de l'activité économique du pays. Ces mesures participent de la politique de «réajustement» décidée au début de l'année dernière (34) qui se fixe pour but de résoudre un certain nombre de contradictions

surgies au cours du développement économique au cours des années 1970-1976. Les arguments sont sommairement les suivants :

— En ce qui concerne le rétablissement de l'artisanat individuel (cordonniers, réparations de bicyclettes, photographes, rémouleurs, ...) en ville, le parti estime que les «petits métiers» jouent le rôle que le commerce d'Etat et de propriété collective ne peuvent remplir au stade actuel : d'une part, ce secteur de l'économie individuelle a une valeur productive minime par rapport à celui de l'économie socialiste (propriété d'Etat, propriété collective) et ses effectifs sont peu élevés ; d'autre part, l'artisanat individuel, dispersé partout, facilite la vie quotidienne du peuple, est apprécié par lui et pallie les insuffisances du réseau commercial d'Etat (35).

Une autre raison s'ajoute : par une telle disposition, le parti se propose d'apporter à court terme des solutions concrètes au problème du sous-emploi dans les villes frappant essentiellement les jeunes tout en conservant la possibilité à moyen terme d'organiser ces nouveaux artisans individuels dans de nouvelles coopératives de services publics selon la voie socialiste...

— En ce qui concerne la réouverture des marchés libres ruraux (plus de 30 000 depuis deux ans), il s'agit avant tout, par cette mesure, de corriger l'écart observé depuis un certain nombre d'années entre le développement agricole au détriment de l'agriculture, autrement dit de résoudre la contradiction entre le niveau de vie de la paysannerie et celui de la classe ouvrière de même que la contradiction entre l'Etat et l'intérêt matériel de la paysannerie (36).

En effet après le bilan des dernières années de la politique de collectivisation à la campagne s'étant caractérisé par la limitation des marchés libres, des enquêtes ont révélé que cette politique avait porté atteinte en de nombreux endroits à l'économie rurale : baisse de l'ardeur des paysans à la production, difficultés de vie accrues, naissance d'un marché noir et de manœuvres spéculatives (37). Aussi la décision a-t-elle été prise par la troisième session plénière du comité central issu du XI<sup>e</sup> Congrès fin 1978 de

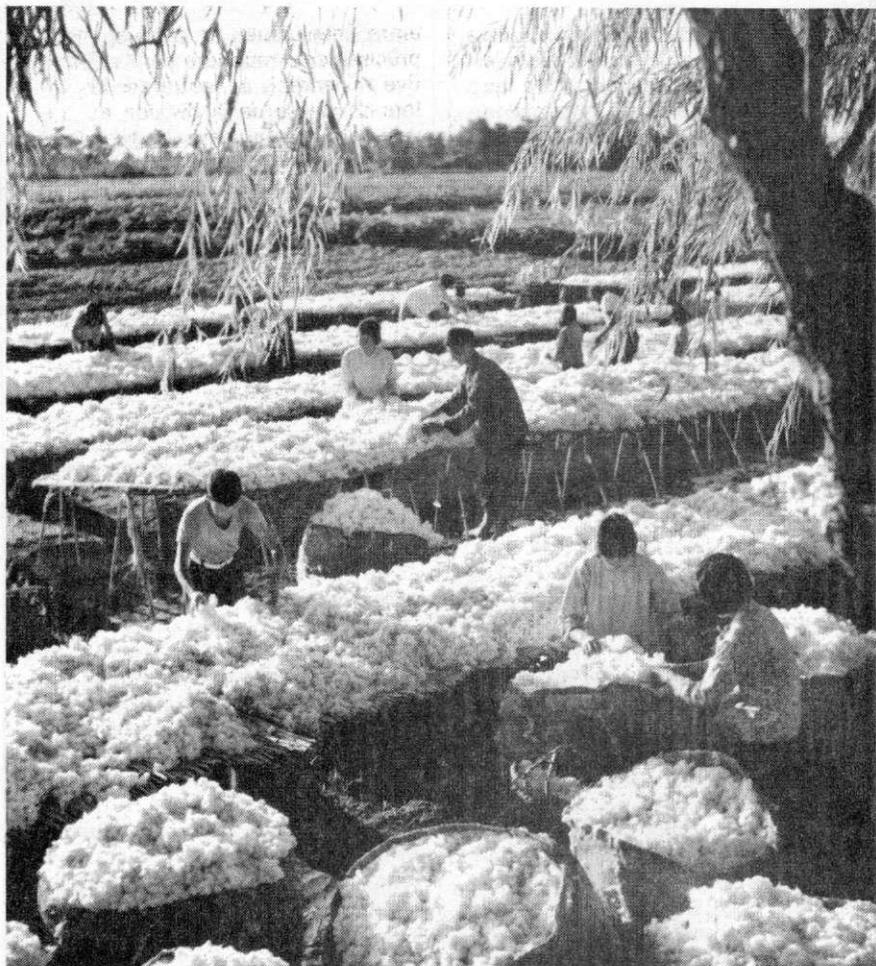
ratifier un «projet de décision sur quelques problèmes de développement accéléré de l'agriculture» dont l'une des mesures économiques consiste à s'opposer à toute ingérence dans l'exploitation des parcelles individuelles des paysans, leur production annexe à domicile et le fonctionnement des marchés ruraux. Une telle mesure avait déjà été proposée par le parti en 1962 mais elle avait été abandonnée progressivement durant la période de la Révolution culturelle.

En quoi consiste-t-elle ? Elle permet aux membres de la commune populaire de cultiver les parcelles réservées à leur propre usage par la collectivité, d'élever les animaux et les volailles, tels que porcs, moutons, lapins, poules, canards, oies, de se livrer dans certaines limites aux activités subsidiaires familiales — vannerie, broderie, cueillette, pêche, chasse, agriculture — difficiles à réaliser par la collectivité, et de planter arbres fruitiers et bambous autour de la maison. Les produits des parcelles individuelles et des activités annexes familiales appartiennent aux membres de la commune populaire et sont à leur disposition (38). C'est cette production individuelle non consommée que les paysans peuvent vendre aux marchés libres, ce qui leur permet d'acheter ce dont ils ont besoin. Mais ils le font en tant que membres de la commune populaire participant principalement au travail collectif dans leur équipe de production. En d'autres termes, beaucoup plus qu'un surplus individuel, c'est le surplus de la commune populaire qui est vendu au marché libre et l'acheteur, la plupart du temps, reste le magasin d'Etat ou la coopérative d'approvisionnement et de vente. Les bénéfices occasionnés par ces ventes sont ceux de l'ensemble de la commune populaire qui garde son autonomie pour leur utilisation (soit fonds d'accumulation, soit fonds de consommation). Sans doute certains paysans peuvent toujours aller vendre leur surplus individuel au marché libre mais, dans ce cas, le temps pris sur le travail productif n'est plus rémunéré et l'intérêt devient moindre. C'est donc dans la majorité des cas en tant que membres délégués par la commune populaire et selon un principe de rotation que les paysans vont vendre le surplus de la production individuelle

et des activités familiales annexes de l'ensemble de la commune populaire. Par conséquent, le secteur d'économie individuelle peut s'intégrer dans ce cas à celui de l'économie socialiste et participer même à son renforcement dans la mesure où il contribue à améliorer, par les bénéfices réalisés par l'ensemble de la commune populaire, le niveau de vie et le bien-être de ses membres. De son côté, l'Etat contrôle les échanges dans le cadre des marchés libres et s'attache à réduire les différences de prix entre les marchés et les magasins d'Etat. C'est pourquoi, à ce stade de développement de l'agriculture en Chine, les marchés libres sont considérés comme des compléments du commerce d'Etat : même si les marchandises sont vendues principalement par les magasins d'Etat et les coopératives d'approvisionnement et de vente (95 % du volume global de la vente au détail pour le pays tout entier), les marchés libres donnent l'occasion de pallier le surplus ou la carence des produits locaux (37) car le commerce d'Etat ne peut acheter ou vendre tous les sortes de produits agricoles et de produits des activités annexes (38).

En outre, l'activité des marchés ruraux en élevant le pouvoir d'achat des membres de la commune populaire stimule le développement de l'industrie légère car ces derniers, bénéficiant au niveau de leur salaire d'une amélioration, ont besoin de plus de produits industriels (35).

En conclusion, il semble difficile de considérer que les mesures que nous venons d'examiner soient en rupture avec le processus long et patient de la transformation socialiste du système de la petite production. L'intégration de ces mesures à ce même processus dépend étroitement de la capacité des organismes dirigeants (parti - Etat) à contrôler de telles dispositions dans le cadre de l'économie planifiée. Cette capacité à renforcer ce contrôle relève en grande partie de la lutte entre la voie socialiste et la voie capitaliste au sein même des organismes dirigeants. En effet ces mesures présentent un aspect négatif puisqu'elles peuvent «*éveiller une tendance au capitalisme*» et conduire à «*la perturbation du marché socialiste planifié*» si la vigilance des responsables du parti et de l'Etat ve-



*La collectivisation des moyens de production au sein des communes populaires : l'accroissement de la production*

naît à s'estomper. C'est ce qu'indiquait clairement la conférence nationale des directeurs de bureau, de l'administration, du commerce et de l'industrie tenue il y a plus d'un an (37)...

## la petite bourgeoisie intellectuelle

Un ensemble de questions convergentes se pose au sujet de la thèse développée par l'éditorial du *Renmin Ribao* du 4 janvier 1979 (39) selon laquelle il y aurait eu durant les vingt dernières années une **intégration de la petite bourgeoisie intellectuelle à la classe ouvrière**. L'argumentation de l'éditorial pour fonder son affirmation opère un découpage parmi les intellectuels selon les trois groupes : ceux

issus de l'ancienne société ; ceux qui se sont engagés dans la révolution avant la libération ainsi que les cadres intellectuels formés par le parti d'origine ouvrière et paysanne ; ceux qui représentent à l'heure actuelle plus de 90 %, qui sont d'origine ouvrière, jeunes d'âge moyen et qui ont été formés par le parti tout au cours du processus de la révolution socialiste à laquelle appartiennent les onze années de la Révolution culturelle. Or si le processus de rééducation idéologico-politique a dû s'opérer nettement pour ceux qui viennent du premier groupe, c'est-à-dire de l'ancienne société, les conditions de transformation en ce qui concerne ceux du second et du troisième groupe — l'écrasante majorité — ne doivent pas être envisagées du tout de la même façon car ils étaient ou sont pour la plupart déjà des intel-

lectuels de la classe ouvrière. En effet, les intellectuels sont pour la plupart nés dans les conditions du système socialiste. Aussi la question essentielle qui se pose quant à nous est d'évaluer si, essentiellement à partir des années 1960, en appliquant strictement le principe de la participation des intellectuels à la production et à la lutte de classes, et pendant les onze années de la Révolution culturelle le Parti communiste chinois est parvenu à créer les conditions d'apparition d'intellectuels d'un type nouveau qui soient à la fois experts et rouges, intellectuels et ouvriers... Doit-on voir entre ces deux termes une contradiction antagoniste qui, dans les conditions de la transformation socialiste, doit être traitée comme une contradiction entre l'ennemi et le peuple et non comme une contradiction au sein du peuple ? Sans doute, cette contradiction, comme l'indique Mao Zedong en 1957, ne peut être traitée que comme une contradiction au sein du peuple, celle qui oppose la classe ouvrière à la petite bourgeoisie. Or les intellectuels étant intégrés à la classe ouvrière, cette contradiction vient donc à ne plus exister ! C'est là la difficulté majeure : est-il légitime d'affirmer comme semble l'indiquer cet éditorial du *Renmin Ribao* que la petite bourgeoisie intellectuelle n'existe plus et ait été transformée définitivement par la classe ouvrière ? En d'autres termes, peut-on estimer que la question de l'existence ou non d'une petite bourgeoisie intellectuelle, dans les conditions actuelles de la République populaire de Chine, soit définitivement réglée ? Les textes et les documents officiels du parti restent pour l'instant silencieux sur cette question... Bref, tous les intellectuels, même s'ils sont nés dans les conditions du socialisme et sont issus de la classe ouvrière, ont-ils tous été également transformés dans la Chine actuelle en intellectuels d'un type nouveau, en intellectuels de la classe ouvrière à la fois experts et rouges ? Répondre par l'affirmative reviendrait sans doute à nier l'estimation maintes fois répétée du parti selon laquelle il faut toujours persévérer à lutter, dans les conditions de la transition socialiste, afin de diminuer progressivement l'une des trois grandes différences héritées de la société de classes, à savoir l'écart

entre intellectuel et manuel. Plus précisément, répondre par l'affirmative reviendrait à neutraliser les effets de classe de la division du travail dont, d'une part, Engels a indiqué qu'elle est inévitablement le fondement historique de la division de la société en classes (40) et dont, d'autre part, Lénine a précisé qu'elle constitue l'un des critères fondamentaux pour déterminer l'existence d'une classe sociale, à savoir le rôle d'un groupe d'hommes dans l'organisation sociale du travail (41) ? De telles questions peuvent se poser dans la mesure où l'éditorial du *Renmin Ribao* insiste sur le fait que les intellectuels exercent avant tout des tâches de direction et de conception.

**Or le danger bureaucratique tant dénoncé à l'heure actuelle par le parti, comme nous allons le voir, ne peut-il pas trouver la base matérielle de son existence, entre autres, dans cette séparation entre tâche intellectuelle de direction — conception et tâche manuelle d'obéissance — exécution, précisément dans ce que Mao Zedong rappelait en 1957 comme l'une des «imperfections des rapports de production dans la société socialiste» ? En ce sens ne semble-t-il pas juste d'estimer comme inévitable l'existence, sans doute de plus en plus réduite, d'une petite bourgeoisie intellectuelle dans la période de transition que constitue le socialisme dans la mesure où les rapports de production s'y caractérisent comme inachevés et y restent prisonniers d'une division du travail que la politique prolétarienne du parti, appliquant la ligne de masse, doit continuer à transformer selon la voie socialiste de la gestion démocratique et de la double participation (42) ?**

## Les ennemis de la dictature du prolétariat

La délimitation de l'ennemi de classe a été donnée toujours dans le même discours prononcé fin juin 1979 par Hua Guofeng au nom du comité central : ce sont «des contre-révolutionnaires et des agents secrets de l'ennemi, des délinquants de toutes sortes qui troublent gra-

vement l'ordre public socialiste, et aussi des éléments dégénérés et de nouveaux exploiters qui se livrent à la malversation, au vol et à la spéculation ; persistant dans leur position réactionnaire, certains éléments qui appartenaient à la bande des quatre, un nombre infime de propriétaires fonciers et de paysans riches mal rééduqués, et d'autres éléments qui faisaient partie des anciennes classes exploiteuses» (Hua Guofeng - idem).

Une question se pose : sans doute, le Parti communiste chinois, au cours de son histoire, a-t-il formulé différentes approches de l'ennemi de classe dont «certaines» ont pu conduire à l'élargissement de la cible de l'ennemi du prolétariat, comme nous l'examinerons ultérieurement, mais la délimitation actuellement proposée, au regard des critères de la lutte des classes dans la transition socialiste, ne reste-t-elle pas trop imprécise ? Une telle délimitation semble mettre en effet sur le même plan des éléments dont les activités idéologico-politiques ne sont pas identifiables puisqu'elles n'obéissent sans doute pas aux mêmes intérêts par rapport aux diverses formes concrètes que peut prendre la restauration du capitalisme, danger politique principal dans la société de transition. Par exemple, peut-on citer pêle-mêle sans risquer d'engendrer une certaine confusion comme ennemis de la dictature du prolétariat des «agents secrets de l'ennemi», des «délinquants de toutes sortes», des «éléments des anciennes classes exploiteuses», des «éléments dégénérés et des nouveaux exploiters» ? En procédant de la sorte, ne risque-t-on pas d'occulter ce qui est essentiel par rapport au danger principal d'une restauration du capitalisme dans les conditions d'une transition socialiste, à savoir la détermination précise de l'origine et de la nature des nouveaux exploiters ou encore des nouveaux éléments bourgeois — cette détermination ne pouvant s'opérer qu'en faisant intervenir des critères de classe, c'est-à-dire des causes relevant des imperfections de l'infrastructure et de la superstructure — ?

Concluant l'article plusieurs fois mentionné sur le changement radical intervenu dans la situation des classes sociales à cette étape de la

révolution socialiste, le commentateur du Jiefang Ribao de Shanghai insistait sur la nécessité de rompre avec tout point de vue métaphysique lorsqu'il s'agit de rompre avec tout point de vue métaphysique lorsqu'il s'agit de l'analyse des classes sociales car, précisait-il, la situation respective des classes n'est pas une chose immuable et il faut saisir le rapport dialectique existant entre la suppression des classes et la transformation idéologique (43). Certes, mais il n'en reste pas moins qu'à la suite de cette analyse des classes sociales conduisant à la disposition des classes historiquement exploiteuses, une question subsiste.

Cette question doit elle-même se subdiviser :

— D'une part, en ce qui concerne la transformation idéologique des membres des classes exploiteuses (bourgeoisie nationale, propriétaires fonciers, paysans riches) et de leurs alliés (petite bourgeoisie intellectuelle, petite bourgeoisie rurale et artisanale), doit-on estimer cette transformation idéologique comme définitivement acquise ? Au contraire, n'est-il pas légitime d'affirmer que dans la transition socialiste, cette transformation doit continuer à s'opérer au-delà de la suppression de ces classes exploiteuses organisées après l'achèvement de la transformation socialiste de leurs moyens de production ? C'est ce qu'indique de toute évidence le parti, à l'heure actuelle, en insistant sur le fait que les influences de l'idéologie bourgeoise et de l'idéologie féodale continueront d'exister pendant longtemps (44). De même Mao Zedong avait-il souligné en 1957 que *«la lutte de classes (...) entre les idéologies prolétarienne et bourgeoises sera encore longue et sujette à des vicissitudes, et par moments elle pourra même devenir très aiguë»* (20).

— D'autre part, par rapport à la suppression des classes exploiteuses, et de leurs alliés, si l'analyse affirme la disparition en tant que classes homogènes et organisées de la bourgeoisie nationale, des propriétaires fonciers et des paysans riches à la suite de la transformation socialiste des moyens de production dans l'industrie et l'agriculture, cette même analyse n'évoque pas la disparition d'une petite bourgeoisie aux *«effectifs toujours nombreux»*

comme le mentionnait le rapport politique approuvé par le onzième Congrès du Parti communiste chinois en 1977.

**En 1957, Mao Zedong observait que la transformation de la petite bourgeoisie ne faisait que commencer. Un peu plus de vingt ans après, peut-il être estimé qu'une telle transformation ait été accomplie au regard de l'importance numérique de cette classe au sein de la société chinoise ? Nous l'avons déjà constaté : le problème de l'achèvement de la transformation socialiste des rapports de production ne peut pas être considéré comme définitivement résolu pour l'instant en République populaire de Chine, aussi bien au niveau de la petite bourgeoisie artisanale et rurale qu'au niveau de la petite bourgeoisie intellectuelle... D'ailleurs le parti ne le reconnaît-il pas explicitement dès l'instant où il met l'accent comme il le fait, dans le présent, sur la nécessité de continuer à transformer les rapports de production pour réaliser la quadruple modernisation socialiste ? Il n'en reste pas moins que la question de l'existence ou non d'une petite bourgeoisie se pose vraisemblablement en Chine à l'heure actuelle...**

## LES NOUVELLES CARACTERISTIQUES DE LA LUTTE DES CLASSES

Pourtant, de cette élimination progressive durant les vingt dernières années, des classes exploiteuses en tant que classes homogènes et organisées à la suite des transformations socialistes opérées au niveau des rapports de production et de la superstructure, le Parti communiste chinois n'en conclut pas pour autant à l'extinction de la lutte des classes en Chine. Au contraire, il réaffirme, en se référant à la théorie de la lutte des classes élaborée par Mao Zedong en 1957, que, pendant la période historique du socialisme, les contradictions fondamentales de la société socialiste demeurent celles entre les rapports de production et les forces producti-

ves, entre la superstructure et la base économique mais que ces contradictions diffèrent radicalement, quant à leur nature et à leurs manifestations, de celles qui existent dans la société capitaliste puisqu'à l'exception des phénomènes particuliers, partiels ou temporaires, elles ne se manifestent pas par des antagonismes et des conflits aigus mais qu'elles peuvent être résolues dans le cadre du régime socialiste lui-même (44).

Rappelons-le : selon Mao Zedong, c'est «l'imperfection» ou encore l'inachèvement de la transformation socialiste des rapports de production et de la superstructure qui est la cause de la persistance des contradictions de classes, de la lutte des classes durant la période historique du socialisme. En effet, en société socialiste, les contradictions entre rapports de production et forces productives, entre superstructure et base économique, reflètent sous l'angle des classes, les contradictions entre bourgeoisie et prolétariat, entre voie capitaliste et voie socialiste.

## L'imperfection des rapports de production

Sur l'imperfection des rapports de production et de la superstructure actuels par rapport à la tâche centrale du développement des forces productives, le parti met aujourd'hui en évidence deux causes essentielles :

— En premier lieu, le caractère prolongé de la lutte de classe dans le domaine de l'idéologie : *«Au sein du peuple, les influences de l'idéologie bourgeoise et de l'idéologie féodale continueront d'exister pendant longtemps ; face à ces influences, il faudra mener encore pendant longtemps la lutte et l'éducation...»* (Hua Guofeng - idem p. p.10). Il est rappelé qu'il faut en effet tenir compte de l'existence de l'impérialisme, du social-impérialisme et de l'influence assez large de l'*«idéologie capitaliste»* : une tendance à suivre la voie capitaliste existe toujours dans la classe ouvrière et chez le peuple, autrement dit des aspirations à l'idéologie capitaliste, au mode de vie bourgeois d'autant plus que l'idéologie bourgeoise tente de gagner les jeunes à



Les dazibao : un moyen de lutte idéologique et politique

la faveur du développement des échanges dans les relations internationales.

De même, il est indiqué qu'après trente ans de construction du socialisme, il faut toujours tenir compte, pour des raisons à la fois historiques et de classe, de l'*idéologie féodale* : la société chinoise a connu trois mille ans de féodalité, elle n'a jamais connu une véritable et conséquente révolution bourgeoise. C'est pourquoi les *vestiges féodaux* ne manquent pas dans l'appareil d'Etat et le système législatif ; en outre, la Chine a toujours été un pays agricole arriéré — ce qui a entraîné une forte habitude à la petite production —.

A l'heure actuelle, une telle argumentation revient très souvent dans tous les discours importants prononcés par les responsables du Parti communiste chinois (44).

— En second lieu, l'autre raison essentielle pour rendre compte de l'imperfection des rapports de production et de la superstructure actuels, c'est corrélativement le reflet des idéologies bourgeoise et féodale au niveau des instruments politiques de la dictature du prolétariat, principalement l'appareil d'Etat et le parti lui-même : en effet, la bourgeoisie n'existant plus en tant que classe organisée peut toujours *«se reformer à nouveau»* à la faveur d'une pratique politique organisationnelle à l'intérieur du parti, de l'administration et de l'Etat, à savoir la déviation bureaucratique. Selon nous, c'est pourquoi, à l'heure actuelle, c'est sur le danger bureaucratique que la direction du parti choisit de centrer la lutte des classes pour réaliser les quatre modernisations

socialistes. Le parti communiste chinois insiste sur ce point : la modernisation socialiste a pour but d'édifier la base matérielle du socialisme et, en même temps, de renforcer la dictature du prolétariat. Elle correspond de la sorte à la *«tâche fondamentale»* du socialisme telle que l'avait indiquée Mao Zedong : la protection et le développement des forces productives dans le cadre de nouveaux rapports de production (44).

Or c'est principalement au niveau de l'Etat, de l'administration et du parti qu'existent ceux-là même qui peuvent s'opposer à cette transformation révolutionnaire des rapports de production et de la superstructure exigés par la modernisation socialiste : **les dirigeants au style bureaucratique**. Et c'est pour prévenir le danger que représente la couche des bureaucrates à l'intérieur du parti et de l'appareil d'Etat que le parti appelle, en ce moment, les masses populaires à dénoncer et à lutter contre toutes les pratiques anti-démocratiques qu'elles proviennent de cadres plutôt influencés par l'idéologie féodale dans les campagnes ou de cadres plutôt influencés par l'idéologie bourgeoise dans les villes. Mais la paysannerie ayant occupé et occupant toujours une place largement majoritaire au sein du peuple, c'est surtout sur l'influence de l'idéologie féodale que le comité central du parti choisit de mettre l'accent dans le présent, semble-t-il : ainsi, Hua Guofeng toujours dans le même rapport présenté à la deuxième session de la V<sup>e</sup> Assemblée nationale populaire en juin 1979 confirmait un tel choix : *«Il y en a aussi qui estiment que les devoirs et la discipline sont exclusivement destinés aux masses, et que les cadres, en particulier les cadres supérieurs, n'ont que des droits et pas de devoirs et peuvent passer outre à la discipline. C'est complètement faux. Il s'agit là d'un ordre féodal, sûrement pas d'un ordre socialiste (...) Il y a déjà longtemps que nous avons complètement aboli la domination des classes féodales ; toutefois, les abus dûs principalement à l'ordre féodal, tels que la recherche des privilèges, les restrictions apportées à la démocratie se manifestent toujours avec une certaine virulence»* (PI (1979) N°27 - p.30).

Il précisait en outre les consé-

quences sur le peuple d'une telle situation : « (...) Dans certaines régions et certains secteurs, l'initiative et l'esprit créateur de la population sont plus ou moins refoulés ; les droits démocratiques, la liberté individuelle et les droits et intérêts économiques légitimes du peuple ne sont pas toujours garantis ; parfois, les actes qui portent atteinte à la politique et à l'économie socialiste, aux droits démocratiques du peuple et au centralisme démocratique ne sont pas rigoureusement interdits ni poursuivis en justice. » (idem - p.25)

## Le caractère idéologique de la lutte de classes

Au sujet de l'affirmation du caractère principalement idéologique de la lutte de classes en Chine à l'heure actuelle, une question se pose qui elle-même en appelle d'autres pour être précisée : si, après la liquidation des classes exploiteuses historiquement organisées, la lutte de classe devient « principalement » idéologique, quelle est la nature de la lutte des classes qui « secondairement » ne se limite pas à la dimension idéologique ? La question se pose en effet tant qu'il est reconnu que subsistent toujours des « éléments dégénérés » et de « nouveaux exploités » même si c'est en petit nombre. L'expérience historique de la lutte des classes durant la transition socialiste n'a-t-elle pas révélé jusqu'à présent que les éléments « contre-révolutionnaires » ont recours à des moyens autres qu'idéologiques dans leur lutte contre le prolétariat dans la mesure où il existe une base matérielle à la révolution ?

Dès 1957, Mao Zedong observait que la lutte n'était nullement « arrivée à son terme » et il précisait que la tâche fondamentale du socialisme ne consistait plus certes à libérer les forces productives mais surtout à les protéger et à les développer dans le cadre de nouveaux rapports de production. Une telle exigence est reprise intégralement par le Parti communiste chinois comme condition de la réalisation des quatre modernisations socialistes. Pourquoi mettre ainsi l'accent sur la création de nouveaux rapports de production ? Il semble que dès 1957 Mao

Zedong ait insisté sur le fait que la lutte idéologique et elle seule ne pouvait pas remplir la tâche de la transformation socialiste des rapports de production qui nécessite pour sa réalisation tout autant la lutte politique et économique. En effet, à cette date, en formulant les deux contradictions fondamentales de toute transition socialiste, Mao Zedong signifiait sans aucune ambiguïté que la lutte des classes ne pouvait pas être menée au seul niveau de l'idéologie ou encore de la superstructure, pas plus qu'elle ne pouvait être menée unilatéralement au niveau de l'infrastructure car cela serait revenu à ignorer l'une des contradictions fondamentales de la société socialiste, celle entre infrastructure et superstructure ; de même, il signifiait qu'elle ne pouvait pas être menée unilatéralement au niveau des seules forces productives en oubliant la lutte au niveau des rapports de production car cela aurait conduit inévitablement à ignorer l'autre contradiction fondamentale de la société socialiste, celle entre forces productives et rapports de production. C'est pourquoi la lutte de classes ne pouvait être arrivée à son terme et qu'elle continuait toujours à exister en 1957 mais aussi pour toute la période historique du socialisme. C'est ce que Mao Zedong indiquera comme ligne fondamentale au parti cinq ans plus tard en 1962 comme nous l'avons vu. Il demandera même à l'ensemble du parti de « ne jamais oublier la lutte de classes » ! Autrement dit, ne jamais oublier la lutte de classes signifiait aussi ne jamais oublier la lutte pour la transformation socialiste des rapports de production puisque les rapports de production équivalent toujours à des rapports de classes dans la transition socialiste.

Nous pouvons d'ailleurs remarquer que les rapports de production participent des deux contradictions fondamentales de la transition socialiste, aussi bien la contradiction entre infrastructure et superstructure que de la contradiction entre forces productives et rapports de production... A cet égard, l'énoncé actuel par le Parti communiste chinois de la « contradiction principale » en Chine qui revient à faire converger les deux contradictions fondamentales en une seule sous la forme d'une contradiction entre réalisation de la

quadruple modernisation, développement des forces productives d'une part et transformation des rapports de production et de la superstructure d'autre part n'est pas sans susciter un certain nombre de difficultés de compréhension.

Avant même de les indiquer, il convient de souligner que la formulation actuelle de la contradiction principale est de nature différente de la formulation que fit en son temps le VIII<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste chinois : en 1956, il était indiqué dans la résolution sur le rapport politique que la vraie nature de la contradiction principale était « la contradiction entre le régime socialiste avancé et les forces productives arriérées de la société » (45) ! Indiquons, selon nous, les difficultés de compréhension de l'énoncé actuel de la contradiction principale : la première difficulté renvoie à la distinction toujours établie jusqu'à maintenant entre les deux contradictions fondamentales de la transition socialiste ; or, la formulation actuelle les faisant converger, la question se pose de savoir à quelles conditions ces deux contradictions fondamentales peuvent converger pour constituer la contradiction principale d'une transition socialiste ? Sans doute la tâche de la quadruple modernisation socialiste implique la résolution progressive des deux contradictions fondamentales du socialisme et c'est en ce sens que le Parti communiste chinois l'indique comme tâche « centrale ». La question reste ouverte...

La seconde difficulté naît du fait que la formulation actuelle semble situer au même niveau ou plutôt dans l'un des mêmes termes de la contradiction principale à la fois rapports de production et superstructure, et, en ce sens, elle serait réductrice. Précisons : de même qu'il y a, comme nous venons de le rappeler, contradiction entre infrastructure et superstructure, de même il y a contradiction entre rapports de production et superstructure puisque les rapports de production sont éléments de l'infrastructure. Autrement dit, en regroupant dans un même pôle, semble-t-il, et en unifiant transformation des rapports de production et transformation de la superstructure, ces deux tâches, qui, même si elles res-

tent complémentaires, n'en restent pas moins de nature distincte, se trouvent par conséquent ici confondues. Or la lutte pour la transformation des rapports de production n'est pas identifiable à la lutte idéologique ou encore à la lutte pour transformer la superstructure. C'est ce que nous venons d'examiner. Cette question se pose d'autant plus que, selon les éléments dont nous disposons (avant tout, la presse du parti), il semblerait que l'accent soit mis, dans les faits, à l'heure actuelle principalement sur les transformations à apporter à la superstructure (mouvement de «libération idéologique», mouvements pour la démocratie et la légalité socialistes, etc) et que la question de la nécessaire transformation socialiste des rapports de production soit, au contraire, laissée en ce moment partiellement à l'écart ou considérée, dans les faits comme «secondaire»... Cette remarque nous renvoie plus généralement à ce qui a été observé précédemment, à savoir une absence de textes précis sur la reformulation possible d'une bourgeoisie de type nouveau, danger pourtant toujours pointé à l'horizon de la lutte des classes dans les nouvelles conditions historiques de la situation des classes en Chine. C'est d'ailleurs pourquoi la question de cette

transformation des rapports de production continue à se poser toujours dans la transition socialiste chinoise comme le reconnaît explicitement le Parti communiste chinois puisque, selon lui, elle constitue une «tâche», une condition de la réalisation de la quadruple modernisation selon une voie socialiste et non révisionniste (46) ; en effet, comment pourrait-on expliquer autrement que par l'imperfection ou l'inachèvement des rapports de production la formation, pourtant suggérée, d'une nouvelle bourgeoisie ou de «nouveaux exploités» dans une société où la bourgeoisie ancienne a été éliminée en tant que classe homogène et organisée ? Cette question ne renvoie-t-elle pas à l'établissement d'un lien possible entre la formation de cette nouvelle bourgeoisie bureaucratique d'Etat et du parti et l'existence toujours possible, comme nous avons posé la question, d'une petite bourgeoisie intellectuelle occupée au sein de l'Etat et du parti à des tâches de direction et de conception ?

### La caractérisation de la lutte des classes

Deuxièmement, la politique du

parti consiste également à admettre que la lutte des classes n'a pas pris fin mais qu'il n'est plus «nécessaire» ni «indiqué» de «mener des luttes de classes sous forme de vastes et d'impétueux mouvements de masse». Affirmer que la lutte de classes s'est éteinte ou appeler à lui donner une ampleur démesurée sont deux points de vue qui ne correspondent pas à la «réalité objective de la Chine dans la période actuelle» (44).

Par conséquent, il ne faut ni restreindre la lutte de classes jusqu'à la faire disparaître ni l'élargir de manière artificielle. Il est en permanence précisé que si le parti laissait se développer ces deux déviations, de graves erreurs seraient commises qui saperaient l'infrastructure du socialisme mais aussi la superstructure. Néanmoins, le parti estime que, depuis plus de dix ans, la déviation principale, c'est l'élargissement de la lutte de classes sous l'influence de la ligne d'extrême gauche de Lin Biao et des Quatre s'appuyant sur une évaluation idéaliste et métaphysique de la situation des classes (47). Un tel élargissement s'est manifesté surtout, selon elle, sous deux aspects :

— D'une part, sur les rapports entre l'ennemi et le prolétariat :

Octobre 1976 : des millions de Chinois acclament la chute de la bande des Quatre



il a consisté à inverser le rapport entre l'ennemi et le peuple, à exagérer sans limite les contradictions entre le peuple et ses ennemis puisque les cibles de la lutte du prolétariat ont été élargies jusqu'à neuf catégories : propriétaires fonciers, paysans riches, contre-révolutionnaires, droitiers, renégats, agents de l'ennemi, responsables engagés dans la voie capitaliste formés à partir de cadres vétérans, intellectuels formés avant la Révolution culturelle. Selon cette estimation de nombreux membres du parti se sont donc trouvés dans le camp de l'ennemi puisqu'ils constituaient une bourgeoisie dans le parti... Par conséquent, une telle délimitation élargit beaucoup trop le camp de l'ennemi (47).

— D'autre part, sur l'appréciation du degré de la lutte des classes : l'élargissement artificiel de la lutte des classes est contraire à la théorie de la révolution sous la dictature du prolétariat. Selon cette théorie, avec le développement de la révolution socialiste, le renforcement de la base économique et le perfectionnement de la superstructure, la lutte de classes devrait s'abaisser progressivement. C'est en se fondant sur ce point de vue que Mao Zedong a appelé à régler les contradictions au sein du peuple. Or si l'on admet que dans la période de transition de la lutte de classes les rapports antagonistes entre les classes ne disparaissent pas progressivement mais qu'ils deviennent de plus en plus aigus, l'Etat ne peut pas dépérir progressivement et, dans ce cas, le stade du communisme devient inaccessible.

Pourtant, malgré cette tendance prédominante depuis plus de dix ans à élargir la lutte de classes de façon artificielle, le parti estime qu'il doit faire attention en même temps à l'heure actuelle pour éviter une autre tendance qui consisterait à restreindre la lutte de classes. Certes, une telle tendance ne constitue aucunement l'aspect principal, tient-il à préciser, par rapport à celle de l'élargissement de la lutte de classes. Elle reste plutôt un «*symptôme de déviation*» dans la période de rectification qui demeure celle de la rectification contre la tendance à élargir la lutte de classes. Il est pour l'occasion réaffirmé la loi selon laquelle, lorsque le parti rectifie une

tendance, une autre surgit. C'est pourquoi, tenant compte de cette situation contradictoire, le Parti communiste chinois appelle à «*surmonter les deux courants d'idées fausses — courant d'extrême gauche et courant de droite — qui existent actuellement au sein du parti et dans la société*» (48). Il insiste sur la nécessité de «*lutter sur deux fronts au sein du parti et de s'opposer à la déviation de droite comme à celle de «gauche»*» (49).

Pour mener victorieusement la lutte, indique-t-il, le Parti doit «*renforcer son action idéologico-politique*» (19), et il invite le prolétariat et les masses populaires à maintenir fermement les quatre principes fondamentaux : la voie socialiste ; la dictature du prolétariat ; la direction du parti ; le marxisme, le léninisme et la pensée Mao Zedong (50).

En résumé, la lutte pour la production, la lutte pour l'expérimentation scientifique et la lutte de classes doivent continuer à être menées de front mais si la lutte de classes devient secondaire par rapport à la tâche centrale de la modernisation socialiste, elle ne doit pas moins continuer à être menée, surtout contre ceux qui nuisent à une application «*correcte*» de la lutte de classes sur les plans économique, politique et idéologique par leur pratique politique organisationnelle : les dirigeants au style bureaucratique. En effet, si ces derniers devenaient de plus en plus influents au sein de l'Etat et du parti, une bourgeoisie «*pourrait exister et se reformer à nouveau*» comme l'indiquait Hua Guofeng dans son rapport sur les activités du gouvernement adressé, en juin dernier, à la deuxième session de la V<sup>e</sup> Assemblée nationale populaire mais il ne précisait pas comment. Tout laisse à penser, d'après les caractéristiques actuelles de la lutte de classes telles qu'elles viennent d'être recensées, que la plupart des contradictions au sein du peuple, aspect principal de la lutte de classes selon le Parti communiste chinois, risqueraient de devenir antagonistes si l'obstacle du bureaucratisme n'était pas surmonté...

Mais, pour le présent, le Parti communiste chinois précise que ces dirigeants au style bureaucratique ne constituent qu'une infime minorité. C'est sans doute pourquoi la

contradiction entre le prolétariat et la bourgeoisie ne demeure plus la contradiction principale et qu'en définitive la lutte de classes n'existe plus que «*dans une certaine mesure*»...

Le «*changement radical*» dans la situation des classes sociales et les «*nouvelles caractéristiques*» de la lutte des classes viennent d'être à la fois exposés, interprétés et interrogés. Ils déterminent, selon le Parti communiste chinois, les «*nouvelles conditions historiques*» pour analyser «*le problème de la lutte des classes*» à cette étape de la révolution socialiste en Chine.

Néanmoins au terme de cette longue étude, quelques questions subsistent encore. Nous les mentionnons : comment cette nouvelle formulation du «*problème*» de la lutte des classes doit-elle s'intégrer à la théorie de la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat ? Le XI<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste chinois avait estimé qu'elle était la «*contribution la plus importante de Mao Zedong au marxisme-léninisme de notre époque*». Est-ce à dire que certaines formulations de la théorie de la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat doivent être révisées parce qu'elles participent de cette «*estimation qui ne correspondait pas à la réalité à propos de la situation du pays et du parti*» (51) au moment du déclenchement de la Révolution culturelle ? Se fondent-elles sur une analyse erronée des classes sociales, de leur lutte et de leur reflet dans le parti en tant que lutte entre les deux lignes, les deux voies ? Dans l'affirmative, la théorie de la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat devient un «*problème*» d'autant plus embarrassant que la contradiction principale n'est plus indiquée dans le présent en Chine comme celle entre bourgeoisie et prolétariat, entre la voie capitaliste et la voie socialiste.

Poussons plus avant notre question : dans quelle mesure certaines formulations de la théorie de la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat ne relèvent-elles pas de cette tendance qualifiée de prédominante, depuis plus d'une décennie, à élargir la lutte de classes et qui n'a pu elle-même se développer, selon le Parti communiste chi-

nois, que parce qu'une «*explication erronée a été donnée du révisionnisme*» (52) ? Prenons comme exemple la formulation de Mao Zedong selon laquelle il existerait des «*responsables du parti et de l'Etat engagés dans la voie capitaliste*» et sur laquelle se fondent en partie les divers mouvements de la Révolution culturelle. Le parti ne s'y réfère plus du tout depuis plus de deux ans. Toutefois, le Parti communiste chinois n'aurait-il pas en vue une telle formulation lorsqu'il met l'accent, dans le moment présent, sur la nécessité de la lutte contre la déviation bureaucratique afin d'approfondir la démocratie socialiste, le centralisme démocratique et de persévérer dans la voie socialiste et de l'édification économique du pays ? En outre, dans quelle mesure ceux que le parti qualifie «*d'éléments dégénérés ou nouveaux exploités*» se distinguent-ils des «*responsables du parti et de l'Etat engagés dans la voie capitaliste*» ? Précisons : puisque le Parti communiste chinois affirme que la lutte de classes continue à exister «*dans une certaine mesure*», il ne peut s'agir dans les conditions mêmes de la transition socialiste, que de la lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat, entre la voie capitaliste et la voie socialiste. Aussi la question se pose d'emblée : à l'existence de quelle bourgeoisie se réfère de la sorte le parti — la bourgeoisie historique en tant que classe organisée et homogène ayant été éliminée — ? Dès lors, peut-il se référer, après l'étatisation des moyens de production propre à la transformation socialiste, à un autre phénomène politique, idéologique, économique que celui de la formation d'une «*autre*» bourgeoisie, d'une «*nouvelle*» bourgeoisie dont l'origine de classe reste, comme nous l'avons déjà indiqué, une base matérielle caractérisée par des rapports de production «*imparfaits*» ou inachevés au regard de leur transformation socialiste ? N'était-ce pas là, semble-t-il, l'un des intérêts de la formulation selon laquelle il existerait des «*responsables du parti et de l'Etat engagés dans la voie capitaliste*» puisqu'elle rendait compte, et surtout, précisait la possibilité et les conditions d'une instauration d'un capitalisme d'Etat à la suite de l'apparition d'une bour-

geoisie d'une type nouveau, d'une bourgeoisie bureaucratique d'un Etat et d'un parti confondus dans le cadre d'une économie centralisée et planifiée ? Sans doute, cette formulation a-t-elle été abusivement et subjectivement utilisée puisqu'elle a pu conduire à l'élargissement artificiel de la cible des ennemis du peuple au cours du déroulement de la Révolution culturelle, la «*bourgeoisie existant en tant que classe au sein du parti*» ! Certes, le parti mentionne toujours la possibilité d'une reformation de la bourgeoisie mais les conditions concrètes conduisant à cette restauration du capitalisme ne sont plus guère indiquées dans le présent comme nous l'avons déjà remarqué ! Il y a là une difficulté : la référence prédominante à l'heure actuelle, à l'idéologie féodale s'appuyant sur la petite production séculaire rend-elle compte des conditions spécifiques de la restauration d'un capitalisme d'Etat dans le cadre d'une économie étatisée ? Veut-on signifier de la sorte qu'il y aurait eu et qu'il y aurait toujours des risques d'introduction de féodalisme dans les conditions déterminées historiquement de la République populaire de Chine, cette restauration d'un capitalisme d'Etat pouvant s'appuyer principalement sur l'idéologie féodale pour revêtir la forme politique d'une «*dictature féodale-fasciste*» ? N'est-ce pas là l'un des enseignements que le Parti communiste chinois semble tirer de la lutte qu'il a dû mener tout au cours de la Révolution culturelle contre la ligne qualifiée d'ultra gauche de Lin Biao et des Quatre ? **Plus généralement, est-il possible d'envisager la dégénérescence révisionniste d'une transition socialiste autrement que comme une restauration du capitalisme sous les traits d'un capitalisme d'Etat, quelles que soient ses conditions spécifiques ?** Cette question se pose d'autant plus que la propriété d'Etat a existé à partir du VII<sup>e</sup> siècle dans la Chine féodale !

Pour revenir à l'intérêt à accorder, selon nous, à la formulation des responsables du parti et de l'Etat engagés dans la voie capitaliste, c'est qu'elle indique une différence avec la notion de «*travailleurs de l'Etat et du parti au style bureaucratique*» : cette dernière notion met en évidence une contradiction

qui reste contradiction au sein du peuple tandis que la première formulation précise une contradiction entre le peuple et ses ennemis... C'est, sans doute, en se fondant sur l'estimation selon laquelle la lutte des classes, dans les «*nouvelles conditions historiques*», doit avant tout se centrer sur la juste résolution des contradictions au sein du peuple et, par conséquent, principalement sur la lutte idéologique exigée pour leur résolution que le Parti communiste chinois a rejeté cette formulation des «*responsables du parti et de l'Etat engagés dans la voie capitaliste*» comme inadéquate : elle conduit à l'élargissement «*artificiel*» de la lutte de classes. Or un tel rejet renvoie à la question précédente posée au sujet de l'affirmation par le parti du caractère «*principalement*» idéologique de la lutte des classes dans les «*nouvelles conditions historiques*» de la République populaire de Chine... **Bref, quel lien établir entre les «travailleurs de l'Etat et du parti qu style bureaucratique» et les «responsables du parti et de l'Etat engagés dans la voie capitaliste» ?** Les premiers, en effet, ne peuvent-ils pas se transformer en ces derniers ? Sans doute puisque le Parti communiste chinois continue d'envisager comme possibilité la «*reformation de la bourgeoisie*» et qu'il demande à l'ensemble du parti de «*poursuivre correctement la lutte de classes*» pour prévenir un tel danger ! L'intérêt majeur de cette formulation des responsables du parti et de l'Etat engagés dans la voie capitaliste, c'est qu'elle constituait un critère de classe relativement précis pour déterminer cette reformation possible de la bourgeoisie. N'y a-t-il pas, en définitive, un lien entre le rejet de cette formulation et l'affirmation du caractère principalement idéologique de la lutte des classes à cette étape de la révolution socialiste en Chine ?

**Pourtant, en évoquant la possibilité d'une lutte de classes qui secondairement pourrait être autre qu'idéologique, le Parti communiste chinois ne renonce aucunement à la thèse d'une restauration du capitalisme dans la transition socialiste. La difficulté, pour l'instant, vient de ce que le Parti communiste chinois n'a pas donné publiquement les éléments d'analyse sur les agents de cette restauration du**



«Continuer la révolution sous la dictature du prolétariat», une tâche essentielle dans l'éducation de la jeunesse.

**capitalisme ou encore sur le processus de formation de cette bourgeoisie «nouvelle» dans les conditions du socialisme.**

Le fait qu'il mette au premier plan de la lutte politique la lutte contre l'obstacle du bureaucratisme montre clairement que cette question de la restauration du capitalisme, dans les conditions de la République populaire de Chine, reste un enjeu important pour l'avenir du socialisme en Chine.

Néanmoins, semble-t-il, la question d'une analyse de classe des conditions d'apparition de la «*dévi*ation bureaucratique» dans la transition socialiste chinoise reste posée. La question reste d'autant plus ouverte au sein même du Parti communiste chinois que l'analyse des changements intervenus dans la situation des classes sociales en Chine ne donne aucune indication sur l'existence d'une petite bourgeoisie comme nous l'avons vu précédemment.

Nous pouvons conclure ce point en estimant que l'ensemble de ces questions renvoie sans doute au bilan de la Révolution culturelle entreprise, il y a plus d'un an maintenant, au moment de la troisième session

du comité central issu du XI<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste chinois...



En conclusion, l'analyse que vient de produire le Parti communiste chinois des changements radicaux intervenus dans la situation des classes sociales en Chine et les nouvelles caractéristiques de la lutte des classes que cette analyse fonde n'est pas sans susciter un certain nombre de questions difficiles et complexes en particulier sur cette analyse elle-même, en général sur le problème de la lutte des classes dans la transition socialiste chinoise.

Quoiqu'il en soit de la valeur de ces interrogations auxquelles conduit telle ou telle modification théorique, telle ou telle conclusion nouvelle sur le problème de la lutte des classes en République populaire de Chine, il faut néanmoins reconnaître que «*l'effort théorique*» accompli depuis plus d'un an sur ce problème, selon les termes mêmes du Parti communiste chinois, témoigne de sa volonté manifeste d'en finir avec le dogmatisme au sein de ce parti et éclaire l'importance de la signification qu'il accorde sans aucun doute

à ce vaste mouvement de libération idéologique pour l'ensemble de la société chinoise qu'il dirige dans le présent.

En effet, cette vaste campagne de libération idéologique veut être la troisième dans l'histoire de la révolution chinoise contemporaine. Elle se propose d'être la continuation et le développement du mouvement du 4 mai 1919 (52) comme du mouvement de rectification du style de travail de 1942 à Yan'an (53) : en effet, le mouvement en cours se fixe pour tâche essentielle de s'opposer à tous les dogmes, à tous les préjugés et à toutes les tentatives d'établir un système idéologique définitif et, pour accomplir une telle tâche, de s'en tenir au principe de l'union de la théorie et de la pratique car toute théorie demande à être sans cesse rectifiée, complétée, enrichie et développée par la pratique (54). C'est comme nous l'avons vu en introduction à cette étude, ce que rappelait avec force la troisième session plénière du comité central issu du XI<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste chinois tenue fin décembre 1978. Or, précisément, la théorie de la lutte des classes par l'élargissement que lui a fait subir, depuis une décennie, la ligne qualifiée de «*dog-*

matique de gauche» de Lin Biao et des Quatre fut et reste à l'heure actuelle pour les dirigeants du parti l'une des cibles du mouvement de libération idéologique à l'intérieur comme à l'extérieur du parti. Cette théorie a en effet fonctionné comme un dogme, un «mythe moderne» (55), voire un système idéologique définitif et, par conséquent, obscurantiste, inversant le vrai et le faux et conduisant à la «sclérose idéologique» du marxisme-léninisme jusqu'à le transformer en un «révisionnisme de gauche» : les formes et le contenu d'une restauration du capitalisme selon une telle ligne politique dans les conditions concrètes de la Chine à savoir la question d'une possible reféodalisation, restent sans doute à définir et à préciser par le Parti communiste chinois — cette tâche s'inscrivant dans le travail de réflexion entrepris dans l'ensemble du parti sur le bilan à tirer de la Révolution culturelle.

Toutefois, il est difficile de ne pas se demander jusqu'où cette lutte idéologique contre le dogmatisme que mène le Parti communiste chinois le conduira dans sa réappréciation de la Révolution culturelle et de la signification politico-idéologique dont le parti avait reconnu qu'elle était porteuse pour toute transition socialiste...

En définitive, le troisième mouvement de libération idéologique dirigé par le Parti communiste chinois veut poser très concrètement la question de la vitalité du marxisme-léninisme aujourd'hui dans le monde (55), et même si ce débat se tient dans un pays de dictature du prolétariat, ne sommes-nous pas directement interpellés nous-mêmes par l'ensemble des problèmes débattus en ce moment en République populaire de Chine comme celui dont nous venons de tenter l'étude, à savoir ce qui est mentionné par les communistes chinois comme «la loi objective du changement relatif aux classes et à la lutte de classes sous la dictature du prolétariat» (56) ? N'est-ce pas une indication précieuse sur le socialisme réel que nous donne le Parti communiste chinois quand, dans les faits et en théorie, il pose clairement le problème de la disparition historique, à l'échelle d'une société, de classes sociales homogènes et organisées à la suite de multiples interventions politiques, économique, idéologique

d'un prolétariat dirigé par un parti révolutionnaire ?

Il nous faut donc, nous-mêmes, réfléchir au «problème de la lutte des classes» dans la transition socialiste afin de participer activement et pleinement au combat que doit mener pied à pied le marxisme-léninisme contemporain contre les différentes variantes du révisionnisme moderne, qu'elles soient de droite ou de gauche. Sans aucun doute, les nouvelles orientations du Parti communiste chinois, les analyses qu'il vient de produire en ce qui concerne le changement relatif aux classes sociales et aux nouvelles formes de la lutte de classes dans les conditions d'une transition socialiste nous invitent à nous réinterroger nous-mêmes en profondeur sur un certain nombre de problèmes tels que :

- celui du révisionnisme moderne et ses possibles variantes ;
- celui de l'imperfection des rapports de production dans le cadre de la société de transition ;
- celui des contradictions fondamentales de la société socialiste ;
- celui de la division du travail et de ses effets de classe ;
- celui des rapports à établir entre les conditions de la lutte idéologique et celles de la lutte politique ;
- celui de l'existence ou de l'inexistence d'une petite bourgeoisie intellectuelle dans les conditions de la transition socialiste ;
- celui de l'analyse de classe du «phénomène bureaucratique» sous dictature du prolétariat ;
- celui de la «déviation bureaucratique» et de sa relation avec la théorie des responsables du parti et de l'Etat engagés dans la voie capitaliste ;
- celui de la lutte entre les deux voies et de sa relation avec la lutte des classes ;
- celui de la nécessaire répétition de la révolution culturelle sous dictature du prolétariat.

Ce faisant, nous serons mieux à même de mesurer la légitimité d'un certain nombre de questions soulevées au cours de notre étude et qui demeurent sur les modifications de ligne auxquelles vient de procéder récemment le Parti communiste chinois.

Il nous reste néanmoins à préciser les limites et le sens de ces questions : leurs limites viennent de ce qu'il apparaît comme extrêmement difficile de cerner concrètement au

travers des seuls textes publics ou discours officiels des communistes chinois la réalité intérieure nécessairement contradictoire de la République populaire de Chine sans tomber dans le piège du subjectivisme et de la métaphysique. C'est pourquoi nous nous sommes attachés au cours de cette étude à essayer de distinguer autant que possible la politique générale, la stratégie d'ensemble du Parti communiste chinois et telle ou telle décision ou mesure particulière qui ne peut être pleinement saisie que si elle est rapportée à la ligne stratégique guidant la transformation révolutionnaire du pays depuis quelque temps : la quadruple modernisation socialiste. Or, de toute évidence et malgré une telle précaution, il reste difficile aux marxistes-léninistes français de saisir toujours l'enjeu que représente pour le peuple chinois, peuple du Tiers-Monde, la tâche centrale de la modernisation socialiste avant la fin du siècle.

Pourquoi alors étudier cette réalité complexe qu'est la réalité chinoise essentiellement à travers le miroir déformant et fragmentaire de l'écrit ? Parce que le large débat auquel notre parti participe depuis plusieurs années sur le type de socialisme à promouvoir dans notre pays, sur l'avenir du socialisme dans le monde, fait, pour lui, partie intégrante de l'action révolutionnaire elle-même...

Sans doute, certaines questions soulevées apparaîtront peut-être comme inadéquates à leur objet mais elles n'en restent pas moins nécessaires si on prend soin de les replacer dans le cadre d'un effort de réflexion sur la transition socialiste qui s'est efforcé de se préciser tout au long d'une série d'articles analysant quelques unes des questions que pose la construction du socialisme en Chine et dont cet article sur le problème de la lutte des classes marque le terme provisoire.

Autrement dit, tel a été le sens de nos questions : essayer à la fois de comprendre la conceptualisation révolutionnaire d'une expérience en cours qui nous reste encore mal connue et mesurer l'écart existant entre la lecture des principes et les interrogations concrètes posées par l'exemple vivant que constitue la dictature du prolétariat en Chine... ■

# NOTES

(1) Il faudra se reporter à la citation de Mao Zedong mise en exergue p. 15

«Ce qui importe, c'est d'analyser et de résoudre les problèmes selon la position, le point de vue et la méthode marxiste (...). Nous qui pratiquons le matérialisme historique, nous ne pouvons que l'étude et la solution de tout problème sont inséparables des conditions historiques données (...). Nier l'existence des conditions historiques nouvelles, c'est bloquer le cours de l'histoire, c'est s'écarter de la réalité, pratiquer la métaphysique, aller à l'encontre de la dialectique.» Discours de Deng Xiaoping à la conférence sur le travail politique dans l'armée - *PI* (1978) N°25 - p.17-18-20

(3) «A l'unanimité, les participants affirment que notre parti ne pourra accomplir avec succès le déplacement du centre de son activité, ne pourra résoudre correctement la voie, la politique, les méthodes et les mesures concrètes à adopter pour réaliser les quatre modernisations (...), que si, se basant sur le marxisme-léninisme et la pensée Mao Zedong, les camarades de tout le parti et le peuple de tout le pays acquièrent une liberté d'esprit, s'appliquent dans l'étude des conditions nouvelles, des phénomènes nouveaux, et maintiennent les principes : rechercher la vérité à partir des faits, envisager toute chose à partir de la réalité et lier théorie et pratique.» Troisième session du comité central issu du XI<sup>e</sup> Congrès - *PI* (1978) N°52 - p. 15

(4) «La haute mission qui est dévolue au comité central du parti sur le front théorique consiste à guider et éduquer le parti et le peuple pour qu'ils aient une appréciation scientifique des grands mérites du camarade Mao Zedong en les plaçant dans leur contexte historique. (...) Le comité central estime qu'en ce qui concerne la grande Révolution culturelle, il faut en donner également une appréciation scientifique et objective en la plaçant dans son contexte historique.» - Idem - p.16

(5) «(...) Les capitalistes ont cessé d'exister en tant que classe. (...) Mais la lutte de classe n'est déjà plus la contradiction principale de notre société à l'heure actuelle.» Rapport sur les activités du gouvernement à la deuxième session de la V<sup>e</sup> Assemblée populaire nationale - Hua Guofeng - *PI* (1979) N°27 - p. 10 & 11

(6) «La révolution chinoise et le Parti communiste chinois» 1939 - OC - Tome I - p.340 & 341

(7) «Comment analyser les classes à la campagne» 1933 - OC - Tome I - p.153 & 154

(8) «La révolution chinoise et le Parti communiste chinois» - Idem - p.341

(9) Idem - Tome I - p.155

(10) Idem - Tome II - p.345

(11) Analyse des classes de la société chinoise - OC - Tome I - p. 14

(12) Rapport sur l'enquête menée dans le Hounan à propos du mouvement paysan - OC - Tome I - p.31 & 32

(13) Analyse des classes de la société chinoise - OC - Tome I - p.9

(14) «La révolution chinoise et le Parti communiste chinois» - OC - Tome II - p.346 & 347

(15) *Le mode d'industrialisation socialiste de la Chine* par Edouard Poulain - Edition Maspéro (Coll. Economie et socialisme) - p.16

(16) *La coopération* - V.I. Lénine - Oc - tome 33 - p.480 et suite

(17) *Sur les dix grands rapports* - Mao Zedong - OC - Tome V - p.307

(18) *Discours à une conférence de travail élargie convoquée par le comité central du Parti communiste chinois (1962)* - Mao Zedong - *FR* N°3 - p.53

(19) Pendant une longue période, Staline a nié l'existence de contradictions entre les rapports de production et les forces productives, entre la superstructure et la base économique en régime socialiste. C'est seulement un an avant son décès qu'il a, selon Mao Zedong, en «termes vagues» parlé, dans son livre «Les problèmes économiques du socialisme en URSS», de la contradiction entre les rapports de production et les forces productives en régime socialiste : «(...) Ce serait une erreur de s'en tenir là et de croire qu'il n'existe aucune contradiction entre nos forces productives et les rapports de production. Des contradictions, il y en a et il y en aura certainement, puisque le développement des rapports de production retarde et retardera sur le développement des forces productives. Si les organismes dirigeants font une politique juste, les

contradictions ne peuvent dégénérer en antagonisme, et elles n'aboutiront pas à un conflit entre les rapports de production et les forces productives de la société. Il en ira autrement si nous faisons une politique erronée (...). Un conflit sera alors inévitable, et nos rapports de production peuvent devenir une très sérieuse entrave au développement des forces productives.» (Editions de Tirana - 1968 - p. 91 & 92). *Mao Zedong commente ainsi une telle formulation* : « (Staline) n'a toujours pas présenté comme un problème global les contradictions entre les rapports de production et les forces productives, entre la superstructure et la base économique en régime socialiste, il ne s'est toujours pas rendu compte que ces contradictions constituent les contradictions fondamentales qui font progresser la société socialiste. » (Discours prononcé à la conférence des secrétaires des comités de parti - 1957 - OC - Tome V - p.409)

(20) *De la juste solution des contradictions au sein du peuple* - Mao Zedong - OC - Tome V

(21) « A l'époque actuelle, qui est la période de l'édification socialiste, toutes les classes et couches sociales, tous les groupes sociaux qui approuvent et soutiennent cette édification, et y participent, forment le peuple, alors que toutes les forces sociales et tous les groupes sociaux qui s'opposent à la révolution socialiste, qui sont hostiles à l'édification socialiste ou s'appliquent à la saboter, sont les ennemis du peuple. Les contradictions entre nous et nos ennemis sont des contradictions antagonistes. » - Idem - p.418

(22) Idem - p.428 - *On se reportera également à Peking Informations* (1977) et à l'étude du concept de prolétariat formulé dans le Tome V - p.7

(23) *Balatz, la bureaucratie céleste* - Gallimard - Paris 1968 - p.41

(24) On se reportera à l'article : *Chine : contrôle ouvrier dans les usines* - FR N°7

(25) *De la contradiction* - Mao Zedong - OC - Tome I - p.354

(26) *L'inversion des rôles dans le rapport entre nous et nos ennemis* - PI (1977) N°14 - p.7

(27) *Histoire de la révolution culturelle prolétarienne en Chine*, de Jean Daubier - Petite collection Maspéro - Tome II - Annexe - p.130

(28) « Les faits montrent incontestablement que dans notre pays, grâce à des mesures justes et raisonnables qui ont bénéficié de l'appui de l'écrasante majorité du peuple, les systèmes d'exploitation féodale et capitaliste ont été extirpés. » - (Hua Guofeng - Deuxième

me session de la V<sup>e</sup> Assemblée populaire nationale) - PI (1979) N°27 - p.10

(29) PI (1979) N°47 - p.9

(30) PI (1979) N°7

(31) PI (1979) N°46 - p.12

(32) PI (1979) N°49 - p.6

(33) PI (1979) N°12 - p.8

(34) PI (1979) N°10 - p.5 à 26

(35) PI (1979) N°49

(36) On se reportera à FR N°5

(37) PI (1979) N°12

(38) PI (1979) N°6

(39) PI (1979) N°5

(40) « ... la division de la société en classes s'appuie sur la loi de la division du travail. » - Engels - *Anti-Düring* - Edition russe, 1948 - p.265

(41) *La grande initiative* - Lénine - Tome 29 - p.425

(42) On se reportera à FR N°7 : *Le contrôle ouvrier dans les entreprises*

(43) PI (1979) N°46 - p.10 & 11

(44) Hua Guofeng - deuxième session de l'assemblée populaire nationale - PI (1979) N°27

(45) *VIII<sup>e</sup> Congrès, résolution sur le rapport politique* - édition de Pékin - p.135

(46) *Discours de Hua Guofeng à la conférence sur les sciences* - mars 1978

(47) *A propos de la nature et des caractéristiques de la ligne de Lin Biao et des Quatre* - Wu Jiang, philosophe - PI (1979) N°22 - p.13-14-15

(48) PI (1979) N°23 - p.3

(49) *Contre la droite et le gauchisme* - Xiao Feng - PI (1979) N°35 - p.14 à 17

(50) *Mots d'ordre pour le trentième anniversaire de la République populaire de Chine* - PI (1979) N°38 - p.4

(51) *Discours de Ye Jianying* - PI (1979) N°40 - p.16

(52) *Le mouvement du 4 mai 1919 avait combattu les dogmes bourgeois de l'Occident frayant ainsi la voie au marxisme-léninisme en Chine* - PI (1979) N°21 p.3

(53) *Le mouvement de rectification du style de travail à Yanan avait rejeté le dogmatisme consistant à copier à l'aveuglette les classiques marxistes-léninistes ainsi que l'expérience de l'Union Soviétique sans tenir compte de la réalité chinoise et avait ainsi donné un essor considérable à la révolution chinoise* - Idem

(54) PI (1979) N°21 - p.3

(55) PI (1979) N°31 - p.5